ROYAUME DU MAROC — REINO DE MARRUECOS

Bulletin Officiel - Boletín Oficial

Paraît le vendredi — Se publica los viernes

Prix du numéro (édition partielle) : 50 F.

Precio del número (edición parcial) : 50 F.

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Avis. — Pour tous renseignements concernant la vente au numéro, les tarifs et conditions d'abonnement : voir à la fin de « Bulletin Officiel ». Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois sans effet rétroactif.

La edición completa comprende :

- 1° Una primera parte o edición parcial que inserta los : dahires, decretos, acuerdos, órdenes, circulares, avisos, informaciones, estadísticas, etc. ;
- 2° Una segunda parte en la que viene : publicidad reglamentaria, legal y judicial (registro de inmuebles, deslindes de terrenos patrimoniales y colectivos, avisos de subastas, de informaciones, etc.).

Aviso. — Para informes referentes a la venta por número, a las tarifas y condiciones de abono: ver al final del «Boletín Oficial». Las suscripciones parten del primero de cada mes sin efecto retroactivo.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

Los anuncios judiciales y legales prescritos por la publicidad y la validez de los actos, procedimientos y contratos deben ser obligatoriamente publicados en el «Boletín Oficial».

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX.

Conseil national consultatif. — Désignation de membres.

Dahir n° 1-57-403 du 11 rebia II 1377 (5 novembre 1957) portant désignation de membres du Conseil national consultatif, pour occuper les sièges vacants dans ce conseil .. 456

Ancienne zone de protectorat espagnol. — Comptes courants et chèques postaux.

Dahir n° 1-58-047 du 18 rejeb 1377 (8 février 1958) portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol au Maroc des règles de fonctionnement et des tarifs appliqués en zone sud, concernant les services des comptes courants et chèques postaux, des mandats d'articles d'argent, des valeurs à recouvrer et envois contre remboursement .. 456

Ancienne zone de protectorat espagnol. — Règlement minier.

Dahir n° 1-58-050 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) étendant à l'ancienne zone de protectorat espagnol les dispositions du dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier .. 457

Ancienne zone de protectorat espagnol. — Tertib.

Dahir n° 1-58-081 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) rendant applicable à l'ancienne zone de protectorat espagnol la réglementation afférente au tertib en vigueur en zone sud .. 457

Ancienne zone de protectorat espagnol. — Taxe sur les transactions.

Dahir n° 1-58-082 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) rendant applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol certaines dispositions du dahir du 27 safar 1368 (29 décembre 1948) instituant une taxe sur les transactions, en vigueur en zone sud .. 457

Banque d'État du Maroc. — Convention.

Dahir n° 1-58-077 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) approuvant l'avenant du 8 février 1958, modifiant et complétant la convention du 30 juin 1947 et les avenants à ladite convention des 3 janvier 1949, 31 décembre 1949, 29 décembre 1950, 30 mai 1952 et 9 mars 1957 passés entre l'État marocain et la Banque d'État du Maroc .. 458

Crédits provisoires (exercice 1958).

Dahir n° 1-58-090 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) portant ouverture de crédits provisoires, au titre de l'exercice 1958, pour le fonctionnement des services de l'ancienne zone sud et de la province de Tanger .. 458

Exportation.

Décret n° 2-58-092 du 8 jourmada II 1377 (31 décembre 1957) portant modification de l'arrêté vicarial du 13 ramadan 1363 (1^{er} septembre 1944) relatif à l'application du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains .. 462

Intérim du ministre de l'Agriculture.

Décret n° 2-58-364 du 18 chaabane 1377 (10 mars 1958) désignant le ministre de l'économie nationale, M. Abderrahim Bouabid, pour assurer l'intérim du ministre de l'agriculture .. 462

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Décret n° 2-57-1648 du 14 jourmada II 1377 (6 janvier 1958) fixant les modalités d'application du dahir n° 1-57-335 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) portant constitution d'une commission nationale pour l'éducation, la science et la culture .. 462

Services médicaux du travail.

Décret n° 2-56-248 du 18 rejeb 1377 (8 février 1958) portant application du dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) organisant les services médicaux du travail .. 463

Comptoir artisanal marocain.

Décret n° 2-58-185 du 8 chaabane 1377 (28 février 1958) fixant les modalités d'application du dahir n° 1-57-177 du 29 kaada 1376 (27 juin 1957) relatif à la dissolution du Comptoir artisanal marocain, à l'institution du conseil national de l'artisanat et à la création de la Maison de l'artisan 465

Cour suprême.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2356, du 20 décembre 1957, page 1576 466

Syndicats professionnels.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2353, du 29 novembre 1957, page 1510 466

TEXTES PARTICULIERS**Beni-Mellal. — Budget spécial pour l'exercice 1958.**

Dahir n° 1-58-064 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) portant approbation du budget spécial de la province de Beni-Mellal pour l'exercice 1958 466

Beni-Mellal. — Monuments historiques.

Décret n° 2-57-0790 du 23 rejeb 1377 (13 février 1958) ordonnant une enquête en vue de la modification du classement du site des Olivettes et portant classement de divers monuments historiques de Beni-Mellal 467

Tit-Mellil, Abda-Doukkala, Moulay-Idriss, Settat. — Expropriations de terrains.

Décret n° 2-58-007 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) déclarant d'utilité publique l'installation d'un poste de transformation et de ses dépendances à Tit-Mellil et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires 468

Décret n° 2-58-152 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du canal secondaire dit « Antenne », compris dans l'aménagement du périmètre d'irrigation des Abda-Doukkala, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires 469

Décret n° 2-58-130 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du canal secondaire « S 10 », entre les P.K. 3+400 et 4+392, compris dans l'aménagement du périmètre d'irrigation des Abda-Doukkala (équipement du casier de Bouladouane), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires 471

Décret n° 2-58-128 du 9 chaabane 1377 (1^{er} mars 1958) déclarant d'utilité publique l'extension du poste 60/22 kV., à Settat, et frappant d'expropriation le terrain nécessaire aux travaux 471

Décret n° 2-58-178 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3314 (jonction entre le pont de l'oued Chench et la route secondaire n° 306 par le chemin d'El-Hamma) et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires 472

Meknès, Casablanca. — Sociétés coopératives artisanales.

Décret n° 2-58-143 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des menuisiers, charpentiers et ébénistes de Meknès .. 472

Décret n° 2-58-176 du 12 chaabane 1377 (4 mars 1958) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des maroquiniers de Casablanca 472

Settat. — Reconnaissance de la piste n° 1261.

Décret n° 2-58-159 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) portant reconnaissance de la piste n° 1261 allant du douar Oulad-Ouahi au douar Si-Abdelaziz et fixant sa largeur d'emprise 472

Oujda. — Reboisement de trois parcelles de terrain.

Décret n° 2-58-094 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) reconnaissant d'utilité publique le reboisement de trois parcelles d'un immeuble domanial (province d'Oujda), et soumettant lesdites parcelles au régime forestier 473

Caisse d'aide sociale. — Conseil d'administration.

Décret n° 2-58-186 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) portant nomination des représentants des employeurs et salariés au conseil d'administration de la Caisse d'aide sociale .. 473

Délégation de signature.

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 22 février 1958 portant délégation de signature 473

Hydraulique.

Arrêté du ministre des travaux publics du 21 février 1958 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans le marais des Oulad-Abbou, au profit de Mohamed et Fatima beni Si Larbi ben Reddad Doukkali, 34, rue Dar-el-Miloudi, à Casablanca 473

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.****TEXTES PARTICULIERS****Présidence du conseil.**

Arrêté du président du conseil du 6 mars 1958 fixant la date des élections des représentants du personnel des administrations centrales relevant de la présidence du conseil dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement 473

Ministère de la justice.

Dahir n° 1-57-394 du 22 rejeb 1377 (12 février 1958) relatif à la suppression du cadre des greffiers de cadis (adoul de procédure) 474

Décret n° 2-57-1893 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) relatif à l'intégration des greffiers (adoul de procédure) dans le cadre des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines. 474

Ministère de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État aux finances).

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 21 février 1958 modifiant l'arrêté du 13 novembre 1957 portant ouverture d'un concours pour l'emploi de commis stagiaire des services financiers 475

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 2-57-1947 du 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958) portant création et organisation d'un Institut pédagogique de l'enseignement secondaire 475

Décret n° 2-57-1948 du 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958) relatif à la situation du directeur de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire 476

Décret n° 2-58-177 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) complétant l'arrêté viziriel du 15 rejeb 1374 (9 mars 1955) modifiant l'arrêté viziriel du 5 rebia I 1363 (1^{er} mars 1944) formant statut du personnel météorologiste chérifien 477

Ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2364, du 14 février 1958, page 309 477

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions	477
Admission à la retraite	482
Élections	482
Résultats de concours et d'examens	483

AVIS ET COMMUNICATIONS.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	483
Accord commercial entre la Finlande et le Maroc	483
Arrangement commercial avec la République démocratique allemande du 6 février 1958	484
Avis de concours pour l'emploi d'officier des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc	484
Avis aux intermédiaires agréés relatif aux relations financières entre le Maroc et la zone monétaire espagnole	485
Avis aux importateurs et exportateurs de l'ancienne zone de protectorat espagnol	486

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Consejo nacional consultivo. — Designación de miembros. Dahir n.º 1-57-043 de 11 de rabía II de 1377 (5 de noviembre de 1957) sobre nombramiento de miembros del Consejo nacional consultivo para ocupar los puestos vacantes en dicho consejo	487
Antigua zona de protectorado español. — Cuentas, corrientes y cheques postales. Dahir n.º 1-58-047 de 18 de rayab de 1377 (8 de febrero de 1958) haciendo extensivas a la antigua zona de protectorado español en Marruecos las normas de funcionamiento y tarifas aplicadas en la zona sur por lo que se refiere a los servicios de cuentas corrientes y cheques postales, envíos de artículos de plata, valores reintegrables y envíos contra reembolso	487
Antigua zona de protectorado español. — Reglamento minero. Dahir n.º 1-58-050 de 5 de chaabán de 1377 (25 de febrero de 1958) extendiendo a la antigua zona de protectorado español las disposiciones del dahir de 9 de rayab de 1370 (16 de abril de 1951) sobre reglamento de minas	488
Antigua zona de protectorado español. — Tertib. Dahir n.º 1-58-81 de 16 de chaabán de 1377 (8 de marzo de 1958) haciendo aplicable en la antigua zona de protectorado español la reglamentación sobre el tertib vigente en la zona sur	488
Antigua zona de protectorado español. — Tasa sobre las transacciones. Dahir n.º 1-58-082 de 16 de chaabán de 1377 (8 de marzo de 1958) haciendo aplicables en la antigua zona de protectorado español ciertas disposiciones del dahir de 27 de safar de 1368 (29 de diciembre de 1948) estableciendo una tasa sobre las transacciones en vigor en la zona sur.	489

Banco de Estado de Marruecos. — Convención.

Dahir n.º 1-58-077 de 7 de chaabán de 1377 (27 de febrero de 1958) aprobando el acuerdo adicional de 8 de febrero de 1958 que modifica y completa la convención de 30 de junio de 1947; así como los acuerdos adicionales a dicha convención de 3 de enero de 1949, 31 de diciembre de 1949, 29 de diciembre de 1950, 30 de mayo de 1952 y 9 de marzo de 1957, concertados entre el Estado marroquí y el Banco de Estado de Marruecos

489

Exportación.

Decreto n.º 2-58-092 de 8 de yumada II de 1377 (31 de diciembre de 1957) modificando el acuerdo visirial de 20 de ramadán de 1363 (1.º de septiembre de 1944), sobre la aplicación del control técnico de fabricación, acondicionamiento y exportación marroquíes

489

Interinidad del ministro de agricultura.

Decreto n.º 2-58-364 de 18 de chaabán de 1377 (10 de marzo de 1958) designando al ministro de economía nacional, Don Abdérahim Buabid, para que desempeñe interinamente las funciones de ministro de agricultura

489

Comisión nacional para la educación, la ciencia y la cultura.

Decreto n.º 2-57-1648 de 14 de yumada II de 1377 (6 de enero de 1958) fijando las modalidades de aplicación del dahir n.º 1-57-335 de 30 de yumada I de 1377 (28 de diciembre de 1957) sobre constitución de una comisión nacional para la educación, la ciencia y la cultura

489

Departamento de artesanía marroquí.

Decreto n.º 2-58-185 de 8 de chaabán de 1377 (28 de febrero de 1958) fijando las modalidades de aplicación del dahir n.º 1-57-177 de 29 de caadá de 1376 (27 de junio de 1957) relativo a la disolución del departamento de Artesanía marroquí, a la institución del Consejo nacional del artesanado y a la creación de la Casa de la artesanía.

490

TEXTOS PARTICULARES

Caja de asistencia social. — Nombramientos.

Decreto n.º 2-58-186 de 16 de chaabán de 1377 (8 de marzo de 1958) nombrando representantes de los patronos y asalariados en el consejo de administración de la Caja de asistencia social

491

ORGANIZACIÓN Y PERSONAL DE LAS ADMINISTRACIONES PÚBLICAS.

TEXTOS PARTICULARES.

Dirección general de seguridad nacional.

Acuerdo del director general de seguridad nacional de 25 de enero de 1958 convocando un concurso examen para la obtención del diploma de capacidad técnica de policía.

491

MOVIMIENTO DE PERSONAL Y MEDIDAS DE GESTIÓN.

Nombramientos y ascensos	493
Concesión de pensiones, subsidios y rentas vitalicias	495

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso a los importadores y exportadores de la antigua zona de protectorado español	498
Aviso a los intermediarios autorizados relativo a las relaciones financieras entre Marruecos y la zona monetaria española.	498

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-57-403 du 11 rebia II 1377 (5 novembre 1957) portant désignation de membres du Conseil national consultatif pour occuper les sièges vacants dans ce conseil.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 hija 1375 (3 août 1956) portant création d'un Conseil national consultatif ;

Vu le dahir du 18 jourmada I 1376 (21 décembre 1956) sur la désignation des membres du Conseil national consultatif,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les personnes dont les noms sont mentionnés dans le tableau annexé à Notre présent dahir sont désignées membres du Conseil national consultatif pour occuper les sièges vacants dans ce conseil.

Fait à Rabat, le 11 rebia II 1377 (5 novembre 1957)

Enregistré à la présidence du conseil,
le 11 rebia II 1377 (5 novembre 1957) :

BEKKAÏ.

*
*
*

Tableau des membres.

NOM DES MEMBRES DÉLÉGUÉS	PROFESSION	DOMICILE	PRÉFECTURE ou province	EX-TITULAIRES DES SIÈGES VACANTS
<i>Du parti de l'Istiqlal.</i> Ahmed ben Mansour Nejaï	Cultivateur.	Souk-El-Arba-du-Rharb.	Province de Rabat.	Mohammed Ghazi, nommé ambassadeur au royaume de l'Arabie Séoudite.
Mohammed ben Mohammed ben Cheqroun	Professeur.	Rabat.	Préfecture de Rabat.	El Haj Mohammed el Ba Amrani, nommé gouverneur de la province d'Agadir.
<i>Des groupements culturels.</i> Abderrahman el Kadiri	Étudiant.	Salé.	Province de Rabat.	Ahmed Médina, nommé secrétaire général de la préfecture de Tétouan.
<i>Les Oulémas.</i> Mohammed ben Mohammed Har- mas	Alem.	Taroudannt.	Province d'Agadir.	El Haj Mohammed ben Tahar el Yafrani, décédé.
<i>Des agriculteurs.</i> El Hossein Jamaa	Agriculteur.	Zaouïa-Cheikh.	Province de Meknès.	El Haj Mohammed ben Brahim, ne s'est jamais présenté.
Jilali Khribich	id.	Tissa.	Province de Fès.	Moha ou Haddou, nommé caïd.

Dahir n° 1-58-047 du 18 rejeb 1377 (8 février 1958) portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol au Maroc des règles de fonctionnement et des tarifs appliqués en zone sud, concernant les services des comptes courants et chèques postaux, des mandats d'articles d'argent, des valeurs à recouvrer et envois contre remboursement.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 29 chaoual 1374 (12 mai 1926) instituant un service des comptes courants et chèques postaux et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 11 jourmada I 1364 (24 avril 1945) portant organisation du service des mandats d'articles d'argent et les textes qui l'ont complété ;

Vu le dahir du 20 hija 1374 (9 août 1955) portant ratification des actes du congrès de l'Union postale universelle signés à Bruxelles, le 11 juillet 1952 ;

Vu la déclaration du 20 juillet 1956 du Gouvernement marocain notifiant aux membres de l'Union postale universelle l'état d'indépendance du Maroc, l'unification de son territoire et, corrélativement, la continuité des actes antérieurement signés par le Maroc en tant que membre de ladite union ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 chaabane 1370 (21 mai 1951) fixant les taxes applicables dans les relations postales avec les pays étrangers autres que la France, les départements et territoires français d'outre-mer et la Tunisie ;

Vu les décrets et arrêtés viziriels fixant les taxes applicables dans les relations intérieures du Maroc et dans les relations avec la France, les départements et territoires français d'outre-mer, notamment le décret n° 2-56-1496 du 25 jourmada I 1376 (28 décembre 1956) ;

Vu le protocole d'accord maroco-tunisien concernant l'application, à compter du 15 mars 1957, des taxes intérieures respectives entre le Maroc et la Tunisie ;

Vu le dahir n° 1-58-026 du 6 rejeb 1377 (27 janvier 1958) relatif au régime monétaire de l'ancienne zone de protectorat espagnol au Maroc ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre à l'ancienne zone de protectorat espagnol les règles de fonctionnement et tarifs applicables

en zone sud du Maroc, à l'exception des taxes appliquées dans les relations avec l'Espagne et les territoires espagnols qui ont fait l'objet d'un accord particulier entre le Maroc et l'Espagne ;

Sur la proposition du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les règles de fonctionnement et les tarifs du régime intérieur de la zone sud concernant les services des comptes courants et chèques postaux, des mandats d'articles d'argent, des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement sont applicables, par les bureaux de poste de l'ancienne zone de protectorat espagnol, dans les relations intérieures du Maroc et dans les relations avec la Tunisie.

ART. 2. — Les dispositions et tarifs appliqués en zone sud dans les relations avec la France, les départements et territoires français d'outre-mer et le territoire de la Sarre, sont applicables par les bureaux de poste de l'ancienne zone de protectorat espagnol dans les mêmes relations.

ART. 3. — Les dispositions et tarifs du régime international en vigueur en zone sud, sont applicables par les bureaux de poste de l'ancienne zone de protectorat espagnol, dans les relations avec les pays étrangers autres que l'Espagne et les territoires espagnols, la Tunisie, la France, les départements et territoires français d'outre-mer et le territoire de la Sarre qui font l'objet d'un régime particulier.

ART. 4. — Le présent dahir aura effet à compter du 10 février 1958. Sont abrogées, à compter de la même date, toutes dispositions en vigueur dans l'ancienne zone de protectorat espagnol, relatives aux services réglementés par les articles ci-dessus.

ART. 5. — Le sous-secrétaire d'Etat aux finances et le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 rejeb 1377 (8 février 1958).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 18 rejeb 1377 (8 février 1958).*

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-58-080 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) étendant à l'ancienne zone de protectorat espagnol les dispositions du dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef.)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 22 safar 1332 (20 janvier 1914) portant règlement minier en zone nord, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 rejeb 1370 (4 mai 1951) définissant le statut des permis de prospection ;

Vu le décret du 24 jourmada I 1377 (17 décembre 1957) fixant certaines règles d'application des dispositions du dahir du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier au Maroc, relatives aux taxes d'institution ou de renouvellement des titres miniers, à la taxe annuelle des concessions, ainsi qu'aux obligations de travaux à la charge des concessionnaires et des permissionnaires de recherche ou d'exploitation des mines ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 rejeb 1370 (18 avril 1951) fixant les conditions de dépôt et d'enregistrement des demandes de permis de recherche, tel qu'il a été modifié et complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du dahir susvisé du 9 rejeb 1370 (16 avril 1951), de l'arrêté viziriel du 27 rejeb 1370 (4 mai 1951),

du décret du 24 jourmada I 1377 (17 décembre 1957) et de l'arrêté viziriel du 14 rejeb 1370 (18 avril 1951) sont étendues à l'ancienne zone de protectorat espagnol.

ART. 2. — Sont laissées à la détermination du président du conseil ou des autorités habilitées par lui à cet effet, les modalités et les dispositions transitoires d'application ainsi que la date de mise en vigueur des textes législatifs et réglementaires visés à l'article premier ci-dessus.

ART. 3. — Seront abrogés aux dates fixées dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus, le dahir susvisé du 22 safar 1332 (20 janvier 1914) ainsi que les textes pris pour son application.

Fait à Rabat, le 5 chaabane 1377 (25 février 1958).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 5 chaabane 1377 (25 février 1958) :*

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-58-081 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) rendant applicable à l'ancienne zone de protectorat espagnol la réglementation afférente au tertib en vigueur en zone sud.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef.)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est applicable à l'ancienne zone de protectorat espagnol la législation relative au tertib en vigueur dans la zone sud, et notamment les dahirs :

Du 23 rebia II 1333 (10 mars 1915) réglementant le tertib ;

Du 29 rebia I 1358 (19 mai 1939) réglementant le tertib sur la vigne en plantation régulière ;

Du 29 rebia I 1358 (19 mai 1939) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers, modifié par les dahirs du 25 rebia II 1361 (12 mai 1942) et du 4 moharrem 1375 (23 août 1955) ;

Du 4 kaada 1351 (1^{er} mars 1932) relatif à l'assiette des impôts directs ;

Du 24 hija 1358 (3 février 1940) relatif à l'exercice du droit de communication des agents des services financiers pour l'assiette des impôts directs,

ainsi que l'arrêté du 15 février 1921 du directeur général des finances réglementant la réception et la vérification des biens imposables au tertib.

ART. 2. — La réglementation sur le tertib en vigueur dans l'ancienne zone de protectorat espagnol est abrogée.

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958).

*Enregistré à la présidence du conseil,
le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) :*

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-58-082 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) rendant applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol certaines dispositions du dahir du 27 safar 1368 (29 décembre 1948) instituant une taxe sur les transactions, en vigueur en zone sud.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef.)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne.

Vu le dahir du 27 safar 1368 (29 décembre 1948) instituant une taxe sur les transactions,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol les dispositions des titres 1, 2 et 4 du dahir susvisé du 27 safar 1368 (29 décembre 1948) relatives à la taxe sur les transactions à l'intérieur, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application, et notamment l'arrêté viziriel du 27 safar 1368 (29 décembre 1948).

ART. 2. — Un décret fixera les dispositions transitoires d'application du présent dahir.

ART. 3. — Le présent dahir prend effet à compter du 1^{er} avril 1958 et abroge, à compter de la même date, les dispositions correspondantes actuellement en vigueur dans l'ancienne zone de protectorat espagnol.

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) :

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-58-077 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) approuvant l'avenant du 8 février 1958 modifiant et complétant la convention du 30 juin 1947 et les avenants à ladite convention des 3 février 1949, 31 décembre 1949, 29 décembre 1950, 30 mai 1952 et 9 mars 1957 passés entre l'Etat marocain et la Banque d'Etat du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, l'avenant à la convention du 30 juin 1947 entre l'Etat marocain et la Banque d'Etat du Maroc signé le 8 février 1958 par le ministre de l'économie nationale, agissant au nom et pour le compte de l'Etat marocain, et par M. Bizard, directeur général de la Banque d'Etat du Maroc.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1377 (27 février 1958).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 7 chaabane 1377 (27 février 1958) :

BEKKAÏ.

Dahir n° 1-58-090 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) portant ouverture de crédits provisoires, au titre de l'exercice 1958, pour le fonctionnement des services de l'ancienne zone sud et de la province de Tanger.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'article 3 du dahir du 18 chaabane 1335 (9 juin 1917) portant règlement sur la comptabilité publique du Royaume du Maroc qui dispose qu'en cas de retard dans l'approbation du budget en cours et jusqu'à notification de cette approbation, des crédits provisoires peuvent être accordés aux administrations dans la limite des crédits ouverts au précédent budget ;

Vu l'article 12 de ce dahir qui stipule que les budgets annexes s'exécutent suivant les mêmes règles que le budget général ;

Considérant que l'établissement d'un budget unique pour l'ensemble du royaume demandera encore quelques délais et qu'il est en conséquence nécessaire, pour assurer sans interruption le paiement régulier des dépenses des services de l'ancienne zone sud et de la province de Tanger, d'ouvrir des crédits provisoires au titre de l'exercice 1958,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Des crédits provisoires d'un montant de quarante milliards sept cent quatre-vingt-deux millions cinq cent seize mille francs (40.782.516.000 fr.) sont ouverts à la première partie du budget général de l'Etat pour l'exercice 1958, conformément au tableau A annexé au présent dahir.

ART. 2. — Des crédits provisoires dont le montant est indiqué ci-après, sont ouverts à la première partie des budgets annexes pour l'exercice 1958, conformément au tableau B annexé au présent dahir.

Budget annexe de l'Imprimerie Officielle.

Budget ordinaire : trente et un millions cent quatre-vingt-trois mille francs (31.183.000 fr.).

Budget annexe du port de Casablanca.

Budget ordinaire : trois cent quatre-vingt-huit millions neuf cent trente-trois mille francs (388.933.000 fr.).

Budget annexe du port de Safi.

Budget ordinaire : cinquante-cinq millions huit cent soixante et onze mille francs (55.871.000 fr.).

Budget annexe du port de Kenitra.

Budget ordinaire : soixante-cinq millions quatre cent quatre-vingt-six mille francs (65.486.000 fr.).

Budget annexe du port d'Agadir.

Budget ordinaire : trente millions deux cent vingt-neuf mille francs (30.229.000 fr.).

Budget annexe des ports secondaires.

Budget ordinaire : cinquante-six millions deux cent cinquante-six mille francs (56.256.000 fr.).

Budget annexe du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

Budget ordinaire : deux milliards huit cent vingt-trois millions deux cent quatre-vingts mille francs (2.823.280.000 fr.).

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) :

BEKKAÏ.

* * *

TABLEAU A.

BUDGET GENERAL DE L'ETAT.

Crédits provisoires ouverts au titre de la première partie
(dépenses sur ressources ordinaires).
(En milliers de francs.)

Première section.

Liste civile et dépenses de souveraineté.

CHAPITRE 1 ^{er} .	Sa Majesté le Roi	30.500
—	2. — Liste civile des membres de la famille royale	16.667
—	3. — Dotations de souveraineté	98.333
TOTAL de la première section.....		145.500

Deuxième section.

Services et organismes dépendant directement de Sa Majesté le Roi.

CHAPITRE 4. — Services du palais royal	245.200
— 5. — Ministres conseillers de la couronne et khalifas royaux	29.868
— 6. — Ministère de la maison royale et du protocole, chancellerie des ordres chérifiens	24.266
7. — Assemblée nationale consultative ..	31.353
— 8. — Garde royale (personnel)	79.398
— 9. — Garde royale (matériel et dépenses diverses)	23.882
TOTAL de la deuxième section.....	433.967

Troisième section.

Présidence du conseil. — Ministère d'Etat de la fonction publique. Secrétariat général du Gouvernement.

CHAPITRE 10. — Présidence du conseil. — Secrétariat général du Gouvernement (personnel)	103.954
— 11. — Présidence du conseil. — Secrétariat général du Gouvernement (matériel et dépenses diverses)	29.977
— 12. — Présidence du conseil. — Ministère d'Etat de la fonction publique (personnel)	30.966
— 13. — Présidence du conseil. — Ministère d'Etat de la fonction publique (matériel et dépenses diverses)	211.851
— 14. — Présidence du conseil. — Fonds spéciaux	—
— 15. — Présidence du conseil. — Secrétariat général du Gouvernement. — Frais de recrutement et de rapatriement.	150.000
— 16. — Présidence du conseil. — Ministère d'Etat de la fonction publique. — Frais de congé	50.000
TOTAL de la troisième section.....	576.748

Quatrième section.

Ministère de l'information et du tourisme.

CHAPITRE 17. — Ministère de l'information et du tourisme (personnel)	20.490
— 18. — Ministère de l'information et du tourisme (matériel et dépenses diverses)	101.625
TOTAL de la quatrième section.....	122.115

Cinquième section.

Ministère de la justice.

CHAPITRE 19. — Ministère de la justice (personnel) ..	1.084.705
— 20. — Ministère de la justice (matériel et dépenses diverses)	104.463
— 21. — Ministère de la justice. — Administration pénitentiaire (personnel).	176.594
— 22. — Ministère de la justice. — Administration pénitentiaire (matériel et dépenses diverses)	143.003
TOTAL de la cinquième section.....	1.508.765

Sixième section.

Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE 23. — Ministère des affaires étrangères (personnel)	274.999
— 24. — Ministère des affaires étrangères (matériel et dépenses diverses)	323.150
TOTAL de la sixième section.....	598.149

Septième section.

Ministère de la défense nationale.

CHAPITRE 25. — Ministère de la défense nationale (personnel)	2.634.847
— 26. — Ministère de la défense nationale (matériel et dépenses diverses) ..	2.133.839
— 27. — Ministère de la défense nationale. — Gendarmerie royale (personnel) ..	318.465
— 28. — Ministère de la défense nationale. — Gendarmerie royale (matériel et dépenses diverses)	141.017
TOTAL de la septième section.....	5.228.168

Huitième section.

Ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 29. — Ministère de l'intérieur (personnel).	917.617
— 30. — Ministère de l'intérieur (matériel et dépenses diverses)	838.872
— 31. — Ministère de l'intérieur. — Forces auxiliaires (personnel)	2.173.733
— 32. — Ministère de l'intérieur. — Forces auxiliaires (matériel et dépenses diverses)	342.569
— 33. — Ministère de l'intérieur. — Direction générale de la sûreté nationale (personnel)	2.547.458
— 34. — Ministère de l'intérieur. — Direction générale de la sûreté nationale (matériel et dépenses diverses) ..	545.880
TOTAL de la huitième section.....	7.366.129

Neuvième section.

Ministère de l'économie nationale et charges communes.

CHAPITRE 35. — Ministère de l'économie nationale (personnel)	104.362
— 36. — Ministère de l'économie nationale (matériel et dépenses diverses) ..	58.713
— 37. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'Etat aux finances (personnel)	825.691
— 38. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'Etat aux finances (matériel et dépenses diverses).	180.922
— 39. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'Etat aux finances. — Administration des douanes et impôts indirects (personnel)	461.576
— 40. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'Etat aux finances. — Administration des douanes et impôts indirects (matériel et dépenses diverses)	147.550
— 41. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'Etat aux finances. — Trésorerie générale (personnel)	94.435

CHAPITRE 42. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'État aux finances. — Trésorerie générale (matériel et dépenses diverses)	11.338
— 43. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie (personnel) ..	144.619
— 44. — Ministère de l'économie nationale. — Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie (matériel et dépenses diverses)	166.097
— 45. — Charges communes. — Dette publique	4.019.388
— 46. — Charges communes. — Subventions, ristournes, indemnités spéciales, dégrèvements, restitutions, remboursements, non-valeurs	566.196
TOTAL de la neuvième section.....	6.780.887

Dixième section.

Ministère des travaux publics

CHAPITRE 47. — Ministère des travaux publics (personnel)	632.228
— 48. — Ministère des travaux publics (matériel et dépenses diverses)	198.928
— 49. — Ministère des travaux publics. — Travaux d'entretien et de grosses réparations	1.523.167
TOTAL de la dixième section.....	2.354.323

Onzième section.

Ministère de l'agriculture.

CHAPITRE 50. — Ministère de l'agriculture. — Production agricole, mise en valeur et génie rural, conservation de la propriété foncière et service topographique (personnel)	613.226
— 51. — Ministère de l'agriculture. — Production agricole, mise en valeur et génie rural, conservation de la propriété foncière et service topographique (matériel et dépenses diverses)	1.391.769
— 52. — Ministère de l'agriculture. — Administration des eaux et forêts et de la conservation des sols (personnel)	279.705
— 53. — Ministère de l'agriculture. — Administration des eaux et forêts et de la conservation des sols (matériel et dépenses diverses)	148.920
TOTAL de la onzième section.....	2.433.620

Douzième section.

Ministère de l'éducation nationale.

CHAPITRE 54. — Ministère de l'éducation nationale (personnel)	4.919.149
— 55. — Ministère de l'éducation nationale (matériel et dépenses diverses) ..	1.200.030
— 56. — Ministère de l'éducation nationale. — Jeunesse et sports (personnel) ..	168.723
— 57. — Ministère de l'éducation nationale. — Jeunesse et sports (matériel et dépenses diverses)	203.920
TOTAL de la douzième section.....	6.491.822

Treizième section.

Ministère du travail et des questions sociales.

CHAPITRE 58. — Ministère du travail et des questions sociales (personnel)	76.567
— 59. — Ministère du travail et des questions sociales (matériel et dépenses diverses)	91.623
TOTAL de la treizième section.....	168.190

Quatorzième section.

Ministère de la santé publique.

CHAPITRE 60. — Ministère de la santé publique (personnel)	995.027
— 61. — Ministère de la santé publique (matériel et dépenses diverses)	1.887.296
TOTAL de la quatorzième section.....	2.882.323

Quinzième section.

Ministère des Habous.

CHAPITRE 62. — Ministère des Habous (personnel) ..	23.709
— 63. — Ministère des Habous (matériel et dépenses diverses)	1.434
TOTAL de la quinzième section.....	25.143

Seizième section.

Dépenses diverses.

CHAPITRE 64. — Dépenses imprévues et dotations provisionnelles	3.666.667
— 65. — Dépenses d'exercices clos	»
— 66. — Dépenses d'exercices périmés	»
TOTAL de la seizième section.....	3.666.667

Dix-septième section.

CHAPITRE 67. — Fonds de concours au budget extraordinaire	»
TOTAL de la dix-septième section.....	»
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget général de l'État	40.782.516

TABLEAU B.

Budgets annexes.

Crédits provisoires ouverts
au titre de la première partie des budgets annexes
(dépenses sur ressources ordinaires).
(En milliers de francs.)

BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE.

Première partie. — <i>Budget ordinaire.</i>	
CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	22.122
— 2. — Matériel et dépenses diverses	7.227

CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	1.834
— 4. — Dépenses d'exercices clos	»
— 5. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 6. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe de l'Imprimerie Officielle	31.183

*
*
***BUDGET ANNEXE DU PORT DE CASABLANCA.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	27.687
— 2. — Matériel et dépenses diverses	173.994
— 3. — Remboursement des avances du Trésor. — Charges financières	182.368
— 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	4.884
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe du port de Casablanca	388.933

*
*
***BUDGET ANNEXE DU PORT DE SAFI.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	14.088
— 2. — Matériel et dépenses diverses	23.620
— 3. — Charges financières	10.179
— 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	1.317
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	6.667
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe du port de Safi ..	55.871

*
*
***BUDGET ANNEXE DU PORT DE KENITRA.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	27.419
— 2. — Matériel et dépenses diverses	19.207
— 3. — Charges financières	16.876

CHAPITRE 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	1.984
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe du port de Kenitra.	65.486

*
*
***BUDGET ANNEXE DU PORT D'AGADIR.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	7.754
— 2. — Matériel et dépenses diverses	14.572
— 3. — Charges financières	7.103
— 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	800
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe du port d'Agadir.	30.229

*
*
***BUDGET ANNEXE DES PORTS SECONDAIRES.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	36.790
— 2. — Matériel et dépenses diverses	10.182
— 3. — Charges financières	6.867
— 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	2.417
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe des ports secondaires	56.256

*
*
***BUDGET ANNEXE DU MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.**Première partie. — *Budget ordinaire.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.799.466
— 2. — Matériel et dépenses diverses	799.845
— 3. — Remboursement des avances du Trésor. — Charges financières	107.302

CHAPITRE 4. — Dépenses imprévues et dotation provisionnelle	116.667
— 5. — Dépenses d'exercices clos	»
— 6. — Dépenses d'exercices périmés	»
— 7. — Fonds de concours à la 2 ^e partie du budget annexe pour travaux d'équipement	»
<hr/>	
TOTAL des crédits provisoires ouverts au titre de la première partie du budget annexe du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones	2.823.280

Décret n° 2-58-092 du 8 jourmada II 1377 (31 décembre 1957) portant modification à l'arrêté viziriel du 13 ramadan 1363 (1^{er} septembre 1944) relatif à l'application du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 13 ramadan 1363 (1^{er} septembre 1944) relatif au fonctionnement du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 ramadan 1363 (1^{er} septembre 1944) relatif à l'application du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains, et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 25 ramadan 1374 (18 mai 1955) ;

Après délibération du conseil d'administration de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation réuni le 21 juin 1957 ;

Sur proposition du ministre de l'économie nationale (sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie), après avis du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 13 ramadan 1363 (1^{er} septembre 1944) le taux de la taxe d'inspection pour les différents produits contrôlés présentés en vue de l'exportation aux agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation est fixé uniformément à 0,70 % *ad valorem*.

ART. 2. — L'arrêté viziriel susvisé du 25 ramadan 1374 (18 mai 1955) est abrogé.

ART. 3. — Le sous-secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie et le sous-secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1958.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1377 (31 décembre 1957).

BEKKAÏ.

Références :

- Dahir du 1^{er} septembre 1944 (B.O. n° 1664, du 1^{er}-9-1944, p. 547) ;
 Arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1944 (B.O. n° 1664, du 1^{er}-9-1944, p. 548) ;
 — du 18 mai 1955 (B.O. n° 2228, du 8-7-1955, p. 1003).

Décret n° 2-58-364 du 18 chaabane 1377 (10 mars 1958) désignant le ministre de l'économie nationale, M. Abderrahim Bouabid, pour assurer l'intérim du ministre de l'agriculture.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 10 mars 1958, et pendant l'absence hors du Maroc du ministre de l'agriculture, M. Haj Omar

ben Abdeljalil, l'intérim du ministre de l'agriculture sera assuré par M. Abderrahim Bouabid, ministre de l'économie nationale.

Fait à Rabat, le 18 chaabane 1377 (10 mars 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-1648 du 14 jourmada II 1377 (6 janvier 1958) fixant les modalités d'application du dahir n° 1-57-335 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) portant constitution d'une commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-57-335 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) portant constitution d'une commission nationale pour l'éducation, la science et la culture, et notamment ses articles 3 et 4,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La commission nationale pour l'éducation, la science et la culture, dont la présidence est assurée par le ministre de l'éducation nationale, a son siège au ministère de l'éducation nationale.

Elle comprend cinquante-huit membres, dont :

D'une part, les trente-huit représentants suivants du Gouvernement, nommés par décret pour trois ans, après avis du ministre de l'éducation nationale :

Le ministre de l'éducation nationale, président ;

Un membre représentant le cabinet impérial ;

Un membre représentant la présidence du conseil ;

Un membre représentant le ministère des affaires étrangères ;

Un membre représentant le ministère de l'économie nationale ;

Un membre représentant le service du plan du ministère de l'éducation nationale ;

Un membre représentant le sous-secrétariat d'Etat aux finances ;

Un membre représentant le ministère de l'agriculture ;

Un membre représentant le ministère des travaux publics ;

Un membre représentant le ministère de l'intérieur ;

Un membre représentant le ministère de la santé publique ;

Un membre représentant le ministère du travail et des questions sociales ;

Un membre représentant le ministère de la justice ;

Un membre représentant le ministère des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Un membre représentant le ministère des Habous ;

Un membre représentant le ministère de l'information et du tourisme ;

Un membre représentant la radiodiffusion nationale ;

Un membre représentant la bibliothèque générale ;

Un membre représentant la Faculté de droit de Rabat ;

Un membre représentant la Faculté des sciences de Rabat ;

Un membre représentant la Faculté des lettres de Rabat ;

Un membre représentant l'Institut des hautes études marocaines ;

Un membre représentant l'Institut scientifique chérifien ;

Un membre de l'Université de la Qaraouiyine ;

Un membre de l'Université Ben-Youssef ;

Un membre représentant l'Université de Tétouan ;

Un membre représentant le service de l'enseignement primaire ;

Un membre représentant le service de l'enseignement secondaire ;
 Un membre représentant le service de l'enseignement technique ;
 Un membre représentant le service de l'enseignement supérieur islamique ;
 Un membre représentant le service de l'enseignement privé ;
 Un membre représentant le service de l'éducation de base ;
 Un membre représentant le service des arts et du folklore ;
 Un membre représentant le service de la division de la jeunesse et des sports ;
 Un membre représentant le centre de documentation et d'aide universitaire ;
 Un membre représentant la cité universitaire ;
 Un membre représentant le centre de la recherche agronomique ;
 Un membre représentant l'Institut d'hygiène.

D'autre part, vingt personnalités privées appartenant ou non aux différents groupements scientifiques et culturels, connus pour leur activité sur le plan social, éducatif, ou culturel, désignés pour trois ans par le ministre de l'éducation nationale.

Enfin, la commission nationale pourra désigner des experts et des correspondants.

ART. 2. — Le bureau permanent de la commission nationale chargé d'assurer son fonctionnement et d'exécuter ses décisions est composé de la manière suivante :

Un président ;
 Trois vice-présidents ;
 Un secrétaire général ;
 Un secrétaire général adjoint ;
 Un trésorier ;
 Un trésorier adjoint ;
 Quatre assesseurs.

Les membres du bureau permanent sont nommés par le ministre de l'éducation nationale.

ART. 3. — Les comités spécialisés ou régionaux qui peuvent être formés par la commission nationale sont composés de la manière suivante :

1° Les comités spécialisés groupent au maximum vingt membres désignés par la commission nationale ;
 Peuvent faire partie de ces comités, suivant leur spécialisation :
 Des membres de la commission nationale ;
 Des experts et conseillers ;

2° Les comités régionaux étudient les problèmes intéressant la commission nationale et assurent la réalisation de ses buts à l'échelon régional. Ils se composent au maximum de vingt membres désignés par la commission. Ces membres peuvent être :
 Des membres de la commission nationale ;
 Des experts et conseillers ;
 Des correspondants résidant dans la région considérée.

ART. 4. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution des dispositions du présent décret.

Fait à Rabat, le 14 jourmada II 1377 (6 janvier 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-56-248 du 18 rejeb 1377 (8 février 1958) portant application du dahir n° 1-56-098 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) organisant les services médicaux du travail.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) relatif à l'organisation des services médicaux du travail,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES MÉDICAUX DU TRAVAIL.

ARTICLE PREMIER. — Doivent disposer d'un service médical du travail, lorsqu'ils occupent au moins cinquante salariés :

les établissements commerciaux, y compris les succursales d'entreprises commerciales de vente au détail ;
 les établissements industriels, y compris les exploitations minières ;
 les coopératives de consommation dirigées par des gérants non salariés ;
 les sociétés civiles, syndicats et associations et groupements de quelque nature que ce soit ;
 les exploitations agricoles ;
 les entreprises de transports de voyageurs et de marchandises.

Sont dispensés provisoirement de cette obligation, les chantiers visés au 2^e alinéa de l'article 28 du dahir du 13 chaabane 1366 (2 juillet 1947) et des textes qui l'ont modifié, portant réglementation du travail pour lesquels le chef d'entreprise n'est pas tenu de s'assurer le concours à temps complet d'un médecin.

ART. 2. — Le temps minimum que le ou les médecins du travail doivent consacrer au personnel de ces établissements est fixé comme suit :

a) dans les établissements ne présentant aucun risque spécial pour la santé des salariés, une heure par mois pour :
 25 employés ou assimilés ;
 15 ouvriers ou assimilés ;
 10 salariés de moins de dix-huit ans ;

b) dans les établissements nécessitant une surveillance médicale particulière : une heure par mois pour 10 salariés exposés.

ART. 3. — Lorsque le temps que doit consacrer le médecin du travail à un établissement déterminé est au moins de 175 heures par mois, cet établissement doit disposer d'un service médical autonome comprenant un médecin à temps complet. Au-dessous de cette limite, les employeurs organiseront soit un service autonome, soit un service interentreprises.

ART. 4. — La compétence territoriale et professionnelle des services interentreprises doit être approuvée, avant toute constitution, par le ou les agents chargés de l'inspection du travail, après accord du médecin-inspecteur du travail.

ART. 5. — Le service médical est administré par l'employeur ou par le président du service interentreprises.

Le fonctionnement de ce service est soumis au contrôle de l'organisme de représentation du personnel constitué au sein de l'entreprise.

ART. 6. — Les frais d'organisation et de fonctionnement du service médical ainsi que la rémunération du ou des médecins du travail sont à la charge de l'entreprise ou du service interentreprises.

ART. 7. — L'employeur ou le président du service interentreprises doit établir chaque année un rapport sur l'organisation, le fonctionnement et la gestion financière du service médical.

Ce rapport est adressé en triple exemplaire à l'inspecteur du travail dont dépend l'entreprise ou le service interentreprises, au médecin-inspecteur du travail ainsi qu'à l'organisme visé à l'article 5.

TITRE II.

LES MÉDECINS DU TRAVAIL.

ART. 8. — Le médecin du travail doit être inscrit au tableau de l'ordre et avoir l'autorisation d'exercer la médecine au Maroc.

Le médecin du travail est lié par un contrat passé avec l'employeur ou le président du service interentreprises.

Ce contrat est conclu dans les conditions prévues par l'article 45 du code de déontologie des médecins, approuvé par l'arrêté du 25 ramadan 1372 (8 juin 1953).

Le médecin du travail doit exercer personnellement ses fonctions.

Un service interentreprises ne pourra, sauf dérogation accordée par le ministre de la santé publique, employer plus de cinq médecins.

ART. 9. — Le médecin du travail est consulté sur toutes les questions d'organisation technique du service médical. Il établit chaque année, un rapport qui est transmis en double exemplaire à l'agent chargé de l'inspection du travail et au médecin-inspecteur du travail.

ART. 10. — Dans les établissements soumis à l'application du présent décret, tout salarié fera obligatoirement l'objet d'un examen médical avant l'embauchage, ou au plus tard avant l'expiration de la période d'essai qui suit l'embauchage. L'examen comportera une radioscopie pulmonaire.

Cette visite a pour but de déterminer :

1° S'il n'est pas atteint d'une affection dangereuse pour ses camarades de travail ;

2° S'il est médicalement apte au travail envisagé ;

3° Les postes auxquels du point de vue médical il ne doit pas être affecté et ceux qui lui conviendraient le mieux.

ART. 11. — Tous les salariés seront obligatoirement tenus à un examen médical au moins une fois par an. Les sujets de moins de dix-huit ans le seront tous les trois mois.

En outre, le médecin se conformera aux différentes prescriptions relatives aux travaux dangereux, à l'hygiène, la sécurité des travailleurs et aux établissements où le personnel est exposé à certains dangers.

De plus, les sujets exposés à un travail dangereux quelconque, les femmes enceintes, les mères d'un enfant de moins de deux ans, les mutilés et les invalides, feront l'objet d'une surveillance spéciale, le médecin restant juge, pour ces cas spéciaux, de la fréquence des examens.

ART. 12. — Après une absence pour cause de maladies professionnelles, après une absence de plus de trois semaines pour cause de maladies non professionnelles ou en cas d'absences répétées pour raison de santé, les salariés devront subir obligatoirement lors de la reprise du travail une visite médicale ayant pour seul but de déterminer les rapports qui peuvent exister entre les conditions de travail et la maladie et de pouvoir apprécier leur aptitude à reprendre leur ancien emploi ou la nécessité d'une réadaptation.

ART. 13. — En cas de nécessité, le médecin pourra demander des examens complémentaires lors de l'embauchage.

Ces examens seront faits aux frais de l'employeur.

Lors des examens périodiques, il pourra en être de même, mais seuls les examens complémentaires nécessités par le dépistage des maladies professionnelles seront à la charge de l'employeur.

ART. 14. — Le temps nécessité par les examens médicaux des agents sera, soit pris sur les heures de travail des salariés sans qu'il puisse, de ce fait, être procédé à une réduction du salaire, soit rémunéré comme temps de travail normal s'il est pris en dehors de ces heures à l'exception du temps nécessaire par la première visite d'embauchage, et, le cas échéant, les visites sollicitées par les salariés.

ART. 15. — Le médecin du travail est le conseiller de la direction, des chefs de service et du service social, en ce qui concerne notamment :

1° La surveillance de l'hygiène générale de l'entreprise en particulier au point de vue propreté, chauffage, éclairage, vestiaire, lavabos, cantines, eaux et boissons ;

2° L'hygiène des ateliers et la protection des ouvriers contre les poussières et les vapeurs dangereuses, et contre les accidents ;

3° La surveillance de l'adaptation des salariés au poste de travail ;

4° L'amélioration des conditions de travail, notamment les constructions et aménagements nouveaux, l'adaptation de techniques de travail à la physiologie humaine, l'élimination de produits dangereux, l'étude des rythmes de travail.

Le médecin du travail peut en outre :

D'une part, donner des soins aux travailleurs victimes d'un accident du travail quand l'accident n'entraîne pas une interruption du travail ;

D'autre part, dans les autres cas, donner des soins d'urgence nécessités par l'état du travailleur.

En aucun cas cependant, la liberté pour le salarié de prendre un médecin de son choix, ne doit être entravée.

ART. 16. — Le médecin sera obligatoirement consulté pour l'élaboration de toutes nouvelles techniques de production.

Le chef d'entreprise devra mettre le médecin du travail au courant de la composition des produits employés dans son établissement.

Le médecin du travail sera tenu au secret des dispositifs industriels et techniques de fabrication et de la composition des produits employés ayant un caractère confidentiel, mais ce fait ne saurait entraver la déclaration obligatoire des cas de maladies professionnelles.

ART. 17. — Le chef d'entreprise sera tenu de prendre en considération les avis qui lui seront présentés par le médecin, notamment en ce qui concerne les mutations de postes et les améliorations des conditions d'hygiène du travail.

ART. 18. — Le médecin du travail est tenu de déclarer tous les cas de maladies professionnelles dont il aura connaissance dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

TITRE III.

ASSISTANTES SOCIALES, INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES.

ART. 19. — Les services médicaux d'entreprises ou interentreprises devront s'assurer à temps complet le concours d'assistants ou d'assistantes sociales, d'infirmiers ou d'infirmières diplômés d'État ou ayant obtenu l'autorisation d'exercer du ministère de la santé publique, à raison de au moins :

1° Pour les établissements commerciaux, les sociétés civiles, les syndicats professionnels, les associations de quelque nature que ce soit et les exploitations agricoles :

Un infirmier ou une infirmière pour 500 salariés et plus ;

Deux infirmiers ou infirmières pour 1.000 salariés et plus ;

En outre, un assistant ou une assistante sociale par fractions de 1.500 au-dessus de 1.000 ouvriers ;

2° Pour les établissements industriels et les entreprises de transports de voyageurs et de marchandises :

Un infirmier ou une infirmière pour 200 salariés et plus ;

Un assistant ou une assistante sociale et deux infirmiers ou infirmières pour 800 à 2.000 salariés.

Au-dessus de 2.000 salariés, un assistant ou une assistante sociale et un infirmier ou une infirmière supplémentaire par tranche de 1.500 salariés.

Dans les services autonomes, les heures de travail des infirmiers ou infirmières seront réparties de telle façon qu'au moins un infirmier ou une infirmière soit toujours présent pendant les heures du travail normales du personnel.

ART. 20. — Au-dessus de 500 salariés, pour les entreprises non industrielles, de 200 salariés pour les entreprises industrielles, un infirmier ou une infirmière diplômé ou ayant l'autorisation d'exercer pourra être adjoint au service médical si l'inspecteur du travail le décide sur proposition du médecin du travail.

ART. 21. — Lorsqu'un établissement comportera un travail de jour et de nuit, un service de garde sera assuré pendant la nuit.

ART. 22. — Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel recevra obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence. Les secouristes ainsi formés ne pourront pas être considérés comme tenant lieu d'infirmiers prévus à l'article 20.

TITRE IV.

LOCAUX ET MATÉRIEL.

ART. 23. — Les locaux réservés au service médical du travail comprendront au moins :

1° Lorsque les visites ont lieu dans l'entreprise, que celle-ci dispose ou non d'un service autonome, au-dessus de 500 salariés : 2 pièces de 16 mètres carrés chacune ; entre 500 et 1.000 salariés : 3 pièces de 16 mètres carrés chacune. Pour 1.000 salariés et au-dessus :

une salle d'attente, un cabinet médical, une salle de pansements (chacune de ces pièces de 16 mètres carrés) ; 3 cabines de déshabillage (ensemble 4 mètres carrés), une petite salle de repos de 8 mètres carrés ;

Lorsque le service sera suffisamment important pour occuper deux médecins à temps plein, il devra y avoir un second cabinet médical ;

Les locaux devront comporter une installation d'eau courante, avoir un éclairage et un chauffage suffisants et être aménagés de telle sorte qu'aucun bruit ne puisse gêner les examens médicaux ;

2° Lorsque les visites ont lieu dans un centre commun à plusieurs entreprises, ce centre comportera au moins l'ensemble prévu plus haut pour 1.000 salariés et au-dessus.

En outre, dans chaque entreprise, une pièce sera réservée à l'usage d'un poste de secours.

Les examens pourront avoir lieu dans des camions dispensaires aménagés suivant les indications du ministère de la santé publique.

Pour l'application des dispositions du présent article, l'agent chargé de l'inspection du travail pourra accorder des dérogations après avis du médecin-inspecteur du travail.

TITRE V.

INSPECTION MÉDICALE DU TRAVAIL.

ART. 24. — Les médecins-inspecteurs du travail sont désignés par le ministre du travail et des questions sociales, après accord du ministre de la santé publique.

Ils travaillent en liaison avec le ministère de la santé publique sur le plan médical et en reçoivent des directives pour tout ce qui concerne les questions sanitaires d'ordre général.

ART. 25. — L'inspection médicale du travail a les attributions suivantes :

a) assister les services de l'inspection du travail dans la surveillance de l'application de la législation relative à l'hygiène du travail et à la protection de la santé des travailleurs ;

b) appuyer l'action continue du médecin du travail en vue de la protection des travailleurs au lieu de leur travail. Cette action porte, en outre, sur le contrôle du fonctionnement des services médicaux du travail institués par le dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957).

ART. 26. — Les dispositions du dahir du 13 chaabane 1366 (2 juillet 1947) relatives aux pouvoirs et obligations des inspecteurs du travail sont étendues aux médecins-inspecteurs dans les limites compatibles avec leurs spécialités.

En vue de la prévention des maladies professionnelles, les médecins-inspecteurs du travail sont autorisés à examiner les travailleurs et à faire ou faire effectuer aux fins d'analyse, tous prélèvements portant notamment sur les matières mises en œuvre et les produits utilisés.

ART. 27. — Un conseil consultatif de la médecine du travail est chargé de fixer les règles générales d'action de l'inspection médicale du travail.

Ce conseil est composé comme suit :

Le ministre du travail et des questions sociales ou son représentant, président ;

Le ministre de la santé publique ou son représentant ;

Le ministre de l'économie nationale, ou son représentant ;

Le ministre des travaux publics, ou son représentant ;

Deux représentants des syndicats ouvriers ;

Deux représentants des organisations patronales.

Les représentants ouvriers et patronaux sont désignés par le ministre du travail et des questions sociales, après avis des organisations intéressées, qui devra être formulé dans un délai d'un mois, à compter de la demande de ce dernier.

Toutefois, après le délai imparti, il sera passé outre à cette consultation et les représentants seront nommés d'office par le ministre du travail et des questions sociales.

Le conseil pourra, en outre, s'adjoindre toute personnalité qui en raison de sa compétence particulière, serait susceptible de participer utilement à ses travaux.

Il se réunira au moins une fois par an. Toutes les questions qui lui seront soumises feront l'objet d'un rapport écrit.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 28. — Le certificat d'études supérieures de médecin hygiéniste du travail prévu par le dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) relatif à l'organisation des services médicaux d'entreprises (art. 3, 1^{er} alinéa) ne sera exigible que dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent décret.

ART. 29. — Un délai de six mois à partir de la date de publication du présent texte au *Bulletin officiel*, est laissé aux établissements et employeurs assujettis à l'organisation des services médicaux du travail, pour se conformer aux prescriptions du dahir n° 1-56-093 du 10 hija 1376 (8 juillet 1957) et du présent décret.

ART. 30. — Les conditions d'application du présent texte aux exploitations agricoles seront déterminées par décret.

ART. 31. — Les ministres du travail et des questions sociales et de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Rabat, le 18 rejeb 1377 (8 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-185 du 8 chaabane 1377 (28 février 1958) fixant les modalités d'application du dahir n° 1-57-177 du 29 kaada 1376 (27 juin 1957) relatif à la dissolution du Comptoir artisanal marocain, à l'institution du Conseil national de l'artisanat et à la création de la Maison de l'artisan.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-57-177 du 29 kaada 1376 (27 juin 1957) relatif à la dissolution du Comptoir artisanal marocain, à l'institution du Conseil national de l'artisanat et à la création de la Maison de l'artisan ;

Sur proposition du ministre de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie), après avis conforme du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La Maison de l'artisan, créée pour la réalisation matérielle de la politique artisanale gouvernementale est chargée, sous l'autorité du sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie et sous le contrôle du Conseil national de l'artisanat, de favoriser le développement de la production artisanale et de faciliter son écoulement tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

Elle recherche des débouchés en liaison avec l'Office chérifien de contrôle et d'exportation ; elle intervient auprès de la production pour une meilleure adaptation des articles aux exigences des marchés extérieurs.

ART. 2. — Le siège social est établi à Casablanca, 72, rue Georges-Mercié.

ART. 3. — La Maison de l'artisan peut exécuter toutes commandes pour son compte ; elle peut consentir pour leur exécution des avances de fonds et de matières premières dont l'importance est fixée par le conseil d'administration.

Elle peut constituer des stocks de matières premières sélectionnées, d'outils, de machines, en vue de leur cession aux meilleurs prix aux artisans.

Elle peut également stocker des produits artisanaux et les commercialiser.

ART. 4. — Les membres artisans et exportateurs du conseil d'administration prévu par l'article 8 du dahir précité du 29 kaada 1376 (27 juin 1957) sont désignés pour deux ans et renouvelables par moitié chaque année. Tout membre sortant peut être réélu.

ART. 5. — Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois les membres du conseil peuvent recevoir une indemnité pour frais de déplacement fixée par le sous-secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie.

Les membres du conseil ne contractent, du fait de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'établissement.

ART. 6. — Le conseil se réunit sur convocation du président et aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige, et au moins une fois par trimestre ; une séance obligatoire doit se tenir dans le courant du mois qui suit la clôture de l'exercice, pour l'examen des comptes annuels et du bilan.

Tout membre du conseil absent ou empêché peut se faire représenter aux réunions du conseil par un autre membre qui peut voter en son lieu et place, dans une séance déterminée. La présence effective ou la représentation de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité d'une délibération.

Les délibérations, qui sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, sont résumées dans les comptes rendus signés par le président. Les copies ou des extraits de ces comptes rendus à produire doivent être certifiés par le président et le directeur.

ART. 7. — Le conseil règle par ses délibérations toutes les affaires ressortissant à la compétence de la Maison de l'artisan.

Notamment :

Il étudie et présente toutes questions intéressant l'artisanat au Conseil national de l'artisanat ;

Il autorise tous retraits, transports, aliénations de valeurs appartenant à la Maison de l'artisan ;

Il autorise tous compromis, toutes transactions ou toute action judiciaire ;

Il traite, transige sur tous les intérêts de l'établissement ;

Il vote le budget et le soumet à l'approbation du sous-secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, après avis conforme du sous-secrétaire d'Etat aux finances, dans les conditions fixées à l'article 10 du dahir susvisé du 29 kaada 1376 (27 juin 1957).

ART. 8. — Le directeur de la Maison de l'artisan prépare le budget. Il prend, avec l'accord du conseil d'administration toutes mesures utiles au fonctionnement de la Maison de l'artisan. Il assure l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il nomme et révoque les agents de l'établissement à l'exception de ceux destinés à occuper des postes de responsabilité dont la nomination et la révocation est laissée à la décision du président du conseil d'administration.

Il fixe la rémunération, après avis du contrôleur financier, conformément aux règlements en vigueur en matière de salaires. Le directeur liquide les recettes et ordonnance les dépenses de la Maison de l'artisan, après accord du contrôleur technique. Il la représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 9. — Le directeur est responsable, vis-à-vis du conseil d'administration, des opérations de l'établissement. Il est le chef du personnel de l'établissement qu'il nomme, sauf restriction prévue au deuxième alinéa de l'article 8 du présent décret, dans les conditions fixées par un règlement intérieur, arrêté par le conseil d'administration.

ART. 10. — Le directeur de l'établissement est assisté d'un contrôleur technique chargé de s'assurer de la régularité des marchés de la Maison de l'artisan. Son contrôle porte spécialement sur la qualité et les prix des marchandises achetées ou vendues par la Maison de l'artisan.

Toutes les opérations d'achat et de vente sont soumises à son visa préalable.

ART. 11. — Les règles relatives à l'organisation financière et comptable de la Maison de l'artisan seront fixées par arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances.

Fait à Rabat, le 8 chaabane 1377 (28 février 1958).

BEKKAÏ.

Référence :

Dahir du 27 juin 1957 (B.O. n° 2333, du 12-7-1957, p. 865).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2356, du 20 décembre 1957, page 1576.

Arrêté du ministre de la justice du 16 décembre 1957 relatif à l'exercice de la profession d'oukil devant la Cour suprême.

Au lieu de :

Fès :

« Mohamed el Balgmi... » ;

Lire :

Fès :

« Mohamed el Balghmi... »

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2353, du 29 novembre 1957, page 1510.

Décret n° 2-57-1681 du 3 jourmada I 1377 (26 novembre 1957) prorogeant le délai donné aux syndicats pour se conformer aux prescriptions du dahir n° 1-57-119 du 18 hija 1376 (16 juillet 1957) sur les syndicats professionnels.

« Article unique. — »

Au lieu de :

« Le délai prévu à l'article 2 du dahir n° 1-57-119 du 18 hija 1376 (16 juillet 1957) donné aux syndicats... » ;

Lire :

« Le délai prévu à l'article 2 du décret n° 2-57-0571 du 19 hija 1376 (17 juillet 1957) donné aux syndicats... ».

TEXTES PARTICULIERS

Dahir n° 1-58-064 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) portant approbation du budget spécial de la province de Beni-Mellal pour l'exercice 1958.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 11 rejab 1345 (15 janvier 1927) portant organisation du budget spécial de la Chaouïa ;

Vu le dahir du 11 kaada 1375 (20 juin 1956) relatif à l'organisation des budgets spéciaux,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget spécial de la province de Beni-Mellal est fixé, pour l'exercice 1958, conformément au tableau ci-après.

ART. 2. — Le sous-secrétaire d'Etat aux finances et le gouverneur de la province de Beni-Mellal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 chaabane 1377 (26 février 1958) :

Enregistré à la présidence du conseil,
le 6 chaabane 1377 (26 février 1958) :

BEKKAÏ.

Budget spécial de la province de Beni-Mellal.

Exercice 1958.

A. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Recettes ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Produit de l'impôt des prestations	84.454.000
<i>Recettes avec affectation spéciale.</i>	
Art. 5. — Participation de l'État à l'entretien et à l'aménagement des chemins du réseau tertiaire	40.000.000
Art. 6. — Versement d'une part du produit de la taxe sur les transactions pour le paiement des traitements, majoration marocaine, salaires et indemnités permanentes et occasionnelles, changement de résidence des agents chargés de travaux dans les centres non constitués en municipalités	1.780.000
TOTAL des recettes.....	126.234.000

B. — DÉPENSES.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses ordinaires.

Section I. — Personnel.

Art. 1 ^{er} . — Traitements, salaires et indemnités du personnel titulaire et auxiliaire	2.900.000
Art. 2. — Dépenses occasionnelles	230.000
<i>Section II. — Dépenses de matériel.</i>	
Art. 3. — Fournitures de bureau, imprimés, insertions	250.000
Art. 4. — Achat et entretien du matériel et mobilier de bureau et machines à écrire	252.000
Art. 5. — Remboursement de frais d'envoi d'avertissements autres que les prestations ..	3.000
Art. 7. — Véhicules industriels, achat, fonctionnement et entretien, assurances	5.900.000
Art. 8. — Travaux d'études	1.000.000
Art. 9. — Assurances du personnel	300.000
Art. 10. — Achat, renouvellement, entretien du matériel hippomobile, des animaux et de l'outillage	600.000

Section III.

Art. 11. — Travaux d'entretien	25.750.000
--------------------------------------	------------

Section IV.

Art. 12. — Travaux neufs	21.600.000
--------------------------------	------------

Section V. — Dépenses avec affectation spéciale.

Art. 13. — Travaux d'amélioration et d'entretien des chemins du réseau tertiaire à réaliser avec la participation de l'État	40.000.000
Art. 14. — Traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles, changement de résidence des agents chargés de travaux dans les centres non constitués en municipalités ..	1.780.000

Section VI.

Art. 16. — Dépenses imprévues	25.668.000
Art. 17. — Remise de cotisations indûment perçues	1.000

TOTAL des dépenses.....	126.234.000
--------------------------------	--------------------

RÉCAPITULATION.

Total des recettes	126.234.000
Total des dépenses	126.234.000

Excédent de recettes Néant

Décret n° 2-57-0790 du 23 rejeb 1377 (13 février 1958) ordonnant une enquête en vue de la modification du classement du site des Olivettes et portant classement de divers monuments historiques de Beni-Mellal.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 11 chaabane 1364 (21 juillet 1945) relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité et à la protection des villes anciennes et des architectures régionales, tel qu'il a été modifié par le dahir du 26 chaoual 1373 (28 juin 1954) ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 safar 1368 (7 décembre 1948) portant classement du site des Olivettes de Beni-Mellal ;

Vu le dahir du 5 chaabane 1370 (12 mai 1951) approuvant et déclarant d'utilité publique les modifications apportées au plan et règlement d'aménagement du centre de Beni-Mellal,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête est ordonnée en vue de la modification du classement du site des Olivettes de Beni-Mellal, tel qu'il a été figuré sur le plan au 1/5000 annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le classement aura pour objet de créer :

1° à l'intérieur des zones teintées en rouge, en bleu, en violet et en gris, une zone *non aedificandi* ;

2° à l'intérieur des zones teintées en vert, une servitude *non altius tollendi* de 4 m 50.

ART. 3. — Par dérogation à l'alinéa 1° de l'article précédent, des constructions pourront être édifiées sur 1/40 de la surface de chaque parcelle à l'intérieur de la zone teintée en bleu, sur 1/5 de la surface de chaque parcelle à l'intérieur de la zone teintée en gris et 1/3 de la surface de chaque parcelle dans la zone teintée en violet.

Les constructions ainsi autorisées seront soumises à une servitude *non altius tollendi* de 8 m 50.

ART. 4. — Les servitudes *non altius tollendi* de 4 m 50 et de 8 m 50 indiquées en hachures noires sur le plan annexé à l'original du présent décret ne pourront être modifiées sans l'accord du ministre de l'éducation nationale. Les constructions édifiées dans cette zone seront obligatoirement couvertes en terrasses.

ART. 5. — Les constructions situées à l'intérieur des zones teintées en bleu, en violet et en vert seront soumises à une servitude d'aspect. Tous les immeubles construits ou réparés seront obligatoirement couverts en terrasses et devront s'harmoniser par leur volume, leurs matériaux et leur couleur avec le caractère général de la ville de Beni-Mellal et le caractère particulier de chaque quartier.

ART. 6. — A l'intérieur des zones teintées en rouge, seuls les murs de clôture ne dépassant pas trois mètres de hauteur pourront être élevés. Ces clôtures seront de caractère traditionnel.

ART. 7. — Toutes les autorisations de construire relatives aux constructions ou aux clôtures à édifier à l'intérieur des zones teintées en rouge, en bleu, en violet ou en vert, seront soumises à l'autorisation préalable de l'inspection des monuments historiques.

ART. 8. — A l'intérieur des zones définies à l'article 2, les dispositions suivantes sont en outre applicables :

1° Le déboisement est interdit. Le caractère de la végétation existante sera maintenu. L'abattage des arbres pour l'édification de constructions neuves sera limité au strict minimum. L'abattage et l'élagage d'arbres pour l'exploitation normale de l'olivette seront réglementés par les autorités locales sur proposition ou avis du ministre de l'agriculture.

Le reboisement en conifères de la zone forestière demeure autorisé ;

L'introduction d'essences étrangères au site, à l'exception des arbres fruitiers, est interdite ;

2° L'ouverture et l'exploitation de nouvelles carrières sont interdites ;

3° Les réclames commerciales, enseignes aux étages, enseignes lumineuses ou en potence, inscriptions sur glaces et vitrines, sont interdites, à l'exception d'inscriptions placées obligatoirement entre le rez-de-chaussée et le premier étage et comportant une seule ligne de texte en caractères de trente centimètres de hauteur maximum.

ART. 9. — L'enquête sera ouverte trente jours francs après la publication du présent décret au *Bulletin officiel*.

ART. 10. — Sont classés monuments historiques les édifices suivants situés au douar Soumâa :

a) la qobba de Sidi-Bou-Othman ;

b) la zaouïa et le minaret de Sidi-Ahmed-el-Qacem.

Fait à Rabat, le 23 rejeb 1377 (13 février 1958).

BEKKAÏ.

Références :

Dahir du 21 juillet 1945 (B.O. n° 1713, du 24-8-1945, p. 571) ;

— du 28 juin 1954 (B.O. n° 2177, du 16-7-1954, p. 1006) ;

Arrêté viziriel du 7 décembre 1948 (B.O. n° 1889, du 7-1-1949, p. 10) ;

Dahir du 12 mai 1951 (B.O. n° 2015, du 8-6-1951, p. 910).

Décret n° 2-58-007 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) déclarant d'utilité publique l'installation d'un poste de transformation et de ses dépendances à Tit-Mellil, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 22 mars au 23 mai 1957 dans les bureaux du gouverneur de la province des Chaouïa ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'installation d'un poste de transformation et de ses dépendances à Tit-Mellil.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rouge sur le plan au 1/2.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO du titre foncier	NOM DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	ADRESSE	SUPERFICIE			NATURE du terrain
				HA.	A.	CA.	
2	7108 C.	Ahmed ben El Haj Bouazza.	92, rue Djemaa-Chleuh, Casablanca (A.M.).	4	38	67	Terrain de culture.
		Ali ben El Haj Bouazza.	72, rue Sidi-Fatah, Casablanca (A.M.).				
2 p.	40173 C.	Fatma bent Mohamed, Driss ben Moussa ben Haj Bouazza et Moussa ben Moussa ben Haj Bouazza.	Rue entrée Djemaa, Casablanca.	7	63	50	id.
		Izza bent Moussa ben Haj Bouazza.	Rue Djemaa-Souk, Casablanca.				
		Yamina bent Moussa ben Haj Bouazza.	Derb Abdallah, quartier Bousbir, Casablanca.				
6	35110 C.	Haj Abderrahmane ben Ahmed Bakka.	338, rue Djemaa-Chleuh, Casablanca.	10	56	50	id.
		Haja Halima bent Haj Djillali, Mohamed ben Ahmed ben Haj Djillali, Jillali ben Ahmed ben Haj Djillali, Abdellah ben Ahmed ben Haj Djillali, Abdelkrim ben Ahmed ben Haj Djillali, Abdelkadèr ben Ahmed ben Haj Djillali, Bouazza ben Ahmed ben Haj Djillali et Mohamed ben Ali M'Rich.	139, rue Djemaa-Chleuh, Casablanca (A.M.).				
4	35112 C.	Abdellatif ben Mohamed ben Ali et Khadija bent Mohamed ben Ali.	Boulevard de Suez, rue 45, n° 42.	7	81	50	id.
		Abdellatif ben Seddik, Aïcha bent Driss et Mohamed ben Driss.	Rue Sidi-Fatah, impasse Zebbouja, n° 38, Casablanca.				
		L'État chérifien (domaine privé) (Bit-el-Mal). Jilali ben Ahmed ben Haj Bouazza et Bouazza ben Ahmed ben Haj Bouazza. Aïcha bent Ahmed ben Haj Bouazza et Ahmed ben El Hossein el Heraoui.	Rue Sidi-Fatah, Casablanca. Boulevard de Grande-Ceinture, immeuble du Khalifa, Casablanca.				

ART. 3. — Le droit d'expropriation est délégué à l'Énergie électrique du Maroc.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 4 chaabane 1377 (24 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-152 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du canal secondaire dit « Antenne », compris dans l'aménagement du périmètre d'irrigation des Abda-Doukkala, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 joumada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 31 mai au 1^{er} août 1957 dans les bureaux du poste du Had-des-Oulad-Frej ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction du canal secondaire dit « Antenne », compris dans l'aménagement du périmètre des Abda-Doukkala.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan au 1/5.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMERO d'ordre.	NUMERO des parcelles	NUMERO du titre foncier	NOM DES PROPRIETAIRES OU PRESUMES TELS	ADRESSE	SUPERFICIE		
					HA.	A.	CA.
1	3872	45052	Société anonyme « Domaine de Boulâouane ».	Pour mémoire, parcelle comprise dans le 5 ^e lot.			
2	3801	2686 Z.	Zohra bent Mohamed ben Kaddour et sous la tutelle de celle-ci Zohra, Ahmed et Brahim, enfants de Mohamed ben M'Bark.	Derb Khallef, rue de Malines, n° 4, El-Jadida.	42	49	
3		17754 Z.	Miloudia bent Mohamed, Fatima bent Mohamed ben Aïssa, Mustapha ben Mohamed ben Aïssa, ce dernier sous la tutelle de sa mère Miloudia bent Mohamed.	Douar Abara.	65	74	
4	3787		Messaoud ben Larbi ben Haj.	Douar Haj Kacem.	9	30	
5	3787		Mohamed ben Ahmed ben Maati.	id.	10	27	
6	3785		Ahmed ben Jilali ben Maati.	Douar Laasmia.	30	62	
7	3771		Maati ben Zemmouri ben Maati.	id.	75	04	
8	3759		Hamou ben Ali ben Smaïn, Abdelkrim ben Ali ben Smaïn, Si Bark ben Ali ben Smaïn.	Douar Rouala.	1	16	89
9	3758		Mohamed ben Ahmed ben Haj.	id.	26	41	
10	3749		Bark ben Jilali ben Mohamed, Abdselem ben Tahar ben Abdi.	Douar Msaada.	26	39	
11	3748		Lachmi ben Tahar ben Abdi Abselem.	id.		12	
12	3750		Rhalem ben Mohamed ben Rhalem, Abdallah ben Mohamed ben Rhalem.	id.	69	04	
13		941 Z. (p. 3)	Slima bent Bouchaïb, El Goda bent Abdellah, M'Barek, Rahal, Hammou, Bouchaïb et Tamou, enfants d'Abdelkadèr ben Bouchaïb.	id.	1	45	88
14	3668		Abdellah ben Aïssa, Driss et Gadda, enfants d'Abdellah ben Aïssa, Mohamed ben Aïssa.	id.	81	04	
15	690		Bouchaïb ben Saïd ben Chadli.	id.	26	41	
16	691		Fatna bent Si Ali ben Chadli.	id.	13	81	
17	693		Mohamed ben Ali ben Chadli, Ahmed ben Ali ben Chadli.	id.	1	08	36
18	675		Bouchaïb ben Mohamed Zaoula.	id.	44	42	
19	694		Bouchaïb ben Abdelkadèr ben Bouchaïb, Bark ben Abdelkadèr ben Bouchaïb, Rahal ben Abdelkadèr ben Bouchaïb, Hamou ben Abdelkadèr ben Bouchaïb.	id.	20	70	
20	694		id.	id.	10	98	
21	676		Mohamed ben Abderrahmane, Bouchaïb ben Abdelkadèr, Thamou bent Abdelkadèr ben Chadli.	id.	41	78	
22	677		Ahmed ben Ali ben Chadli.	id.	24	21	
23			Ahmed ben Ali ben Chadli.	id.	8	06	
23	678		M'Hamed ben Mohamed ben Boubekèr, Hamou ben Mohamed ben Boubekèr, Bouchaïb ben Mohamed ben Bouchaïb.	id.	38	12	
24	679		L'Mohanta ben Ahmed ben Bouslim.	id.	8	40	
26			Moulay ben Mohamed ben Chadli.	id.	19	97	
27	683		Bouchaïb ben Ali ben Chadli, Moulay ben Mohamed ben Chadli.	id.	18	81	
28	682		Thamou bent Abdelkadèr.	id.	8	70	

NUMÉRO d'ordre	NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO du titre foncier	NOM DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	ADRESSE	SUPERFICIE		
					HA.	A.	CA.
29	418	R. 4498 Z.	M. Cabos Émile.	Douar El Kiach.	2	84	15
30	151		M'Hamed ben Mohamed ben Ali.	Douar Msaada.		4	19
31	148		Aïcha bent Taleb ben Dahmane.	id.		19	09
32	150		Bouchaïb ben Hamou ben Ahmed.	id.			10
33	146		Ahmed ben Mohamed ben Ahmed.	Douar El Kiach.		5	78
34	145		Bouchaïb ben Mohamed ben Ahmed.	id.		10	81
35	149		Bouchaïb ben M'Hamed et ses frères.	id.			10
36	144		Fatima bent M'Bark ben Hamou et sa mère.	id.		22	67
37			M. Cabos Émile.	Douar Msaada.		8	40
38	250		Bouchaïb ben Hamou ben Hamed et ses frères M'Hamed et Mohamed.	Douar Kamouna.		20	71
39	264		Jelali ben Mohamed ben Zouin.	Douar El Kiach.		4	59
40	249		Hamou ben Tahar Sbaï et consorts.	Douar Kamouna.	1	38	69
41	267		Si Driss ben Mohamed ben Ali.	Douar Zaouïa de Bel Abbès.		8	91
42	274		Cheikh Si Bouchaïb ben Damia.	id.		34	52
43	275		Fatna bent El Caïd Mohamed ben Moussa.	Douar Moussa.		20	11
44	276		Haj Mohamed ben Zara el Amari.	Douar Oulad Zaïn.		5	10
45	277		Si Driss ben Mohamed Ali.	Douar Zaouïa de Bel Abbès.		34	22
46	195		El Haouda bent Ali ben Sbaa.	Douar Kamouna.		27	43
47	248		Mokadem Abdallah.	Douar Zaouïa de Bel Abbès.			36
48	192		Mohamed ben Ahmed ben Zinania.	id.		52	52
49	169		Hadija bent Kacem ben Kacem Bouchaïb, Aziz ben Mohamed.	id.			14
50	191		Jilali ben Ahmed ben Renia.	id.		22	82
51	186		Abdelkadër ben Bou Addour.	Douar Chouarba.		23	71
52	185		M'Bark ben Ali ben Larbi.	Douar Tracha.		21	92
53	187		Cheikh Si Bouchaïb ben Damia.	Douar Zaouïa de Bel Abbès.		1	60
54	183		Bouchaïb ben Mohamed ben Sadouguia.	Douar Zekakra.		1	43
55	216		Jilali ben Ahmed ben Renia.	Douar Kamouna.		61	01
56	243		Mohamed ben Hamed ben Zinania.	id.		46	25
57	244		Zara bent El Hocine ben Jilali.	id.			45
58	239		Hadija bent Bark ben Maati.	id.		2	53
59	238		Hamed ben Fdal ben Ali.	id.		9	00
60	1307		Ahmed ben Haddaoui ben Rehal et ses frères.	id.	1	10	40
61	1250		Aïcha bent Larbi ben Bark.	Douar Bahilat.		18	01
62	1245		Lahcèn ben Djilali ben Ahmed.	id.		3	90
63	1249		id.	id.			32
69	1269		id.	id.		1	20
70	1279		id.	id.		6	00
64	1246		Mohamed ben Djilali ben Ali.	id.		38	14
67	1232		id.	id.		37	41
65	1265		Tahar ben Messaoud ben Bouchaïb.	id.		20	32
66	1267		Mohamed ben Djilali ben Amara.	id.		6	70
68	1268		Abdelkadër ben Mohamed ben Cheeb.	id.		2	88
71	1274		Mohamed ben Amara ben Zemouri.	id.		49	63

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 6 chaabane 1377 (26 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-130 du 6 chaabane 1377 (26 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du canal secondaire « S 10 », entre les P.K. 3+400 et 4+392, compris dans l'aménagement du périmètre d'irrigation des Abda-Doukkala (équipement du casier de Boulouane), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 17 mai au 18 juillet 1957 dans les bureaux du poste du Had-des-Oulad-Frej ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré d'utilité publique la construction du canal secondaire « S 10 », entre les P.K. 3 + 400 et 4 + 392, compris dans l'aménagement du périmètre d'irrigation des Abda-Doukkala (équipement du casier de Boulouane).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan au 1/5.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO du plan parcellaire	NUMÉRO de la parcelle (S.T.C.)	NOM DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE	
				A.	CA.
1	7441	Héritiers de Mohamed ben Ahmed ben Ali.	Douar Tlaha.		36
2	7443	Yamna bent Haj ben Ahmed.	id.	5	36
3	7445	Bouchaïb ben Haj ben Mohamed Ahmed.	id.	3	37
4	7446	Abès ben Haj ben Mohamed Ahmed.	id.	4	59
5	7454	Bark ben Bouchaïb ben Ahmed.	id.	18	98
6	7453	Ahmed ben Boualid ben Rhadi.	id.	2	86
7	7455	Bark ben Hadj ben Bouchaïb ben Ahmed.	id.	3	21
8	7456	Larbi ben Djilali ben Bouchaïb ben Ahmed.	id.	27	50
9	7465	Bark ben Hadj ben Ahmed et Ali ben Hadj ben Ahmed.	id.	10	00
10	7381	Bark ben Hadj ben M'Hamed.	id.	23	77
11	7457	Bouchaïb ben Hadj ben Ahmed.	id.	4	08
12	7368	Bark ben M'Hamed ben Kamel.	Douar Hamdane	54	99
13	7369	Héritiers de Si Ahmed ben Taleb ben Bouchaïb.	Douar Moussa ben Ali	40	00
14	7363	Héritiers de Hammou ben Sliman ben Mohamed.	Douar Hamdane	6	27
15	7362	Si Rhachane ben Sliman ben Moussa.	Douar Moussa ben Ali	5	71
16	7351	Héritiers de Sliman ben Si Mohamed ben Bark.	Douar Tla'a	24	49
17	7374	Héritiers de Si Hammou ben Sliman ben Si Mohamed.	Douar Hamdane	7	50

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 6 chaabane 1377 (26 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-128 du 9 chaabane 1377 (1^{er} mars 1958) déclarant d'utilité publique l'extension du poste 60/22 kV., à Settât, et frappant d'expropriation le terrain nécessaire aux travaux.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 12 avril au 13 juin 1957 dans les bureaux des services municipaux de Settât ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'extension du poste 60/22 kV. de Settât.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à ces travaux, telle qu'elle est délimitée par les points D, C, B, E, F, G, et figurée par une teinte rouge sur le plan au 1/200 annexé à l'original du présent décret et désignée au tableau ci-après :

NUMÉRO DU TITRE FONCIER	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE		NATURE du terrain
		A.	CA.	
Réquisition n° 5359 C.	Héritiers de Si Mohamed el Ghazi, à Settât	13	20	Terrain nu.

ART. 3. — Le droit d'expropriation est délégué à l'Énergie électrique du Maroc.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 9 chaabane 1377 (1^{er} mars 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-178 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) déclarant d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3314 (jonction entre le pont de l'oued Chench et la route secondaire n° 306 par le chemin d'El-Hamma) et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 12 avril au 13 juin 1957 dans l'annexe de Moulay-Idriss ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, après avis du ministre des Habous,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction du chemin tertiaire n° 3314 (jonction entre le pont de l'oued Chench et la route secondaire n° 306 par le chemin d'El-Hamma).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par des teintes rose et jaune sur le plan parcellaire au 1/1.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des titres fonciers et nom des propriétés	NOM ET ADRESSE des propriétaires ou présumés tels	SUPERFICIE		NATURE des terrains
			A. CA.		
3	Non titré.	Ghali Ass ayegh, rue Tazga, Moulay-Idriss.	7	00	Verger.
4	id.	Habous.	12	00	id.
5	id.	Abdelkadèr Hajaj, derb Caïd-Abdelkrim, Moulay-Idriss.	19	00	id.
7	id.	Abderahman ben Abdelwahed, agriculteur à Moulay-Idriss.	5	00	id.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1377 (27 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-143 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des menuisiers, charpentiers et ébénistes de Meknès.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 9 rebia II 1357 (8 juin 1938) autorisant la constitution des coopératives artisanales et organisant le crédit à ces coopératives, complété par les dahirs des 29 rebia II 1338 (19 mai 1933) et 6 rejeb 1359 (24 avril 1950) ;

Vu le projet de statut de la Société coopérative artisanale des menuisiers, charpentiers et ébénistes de Meknès ;

Sur la proposition du ministre de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie), après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la Société coopérative artisanale des menuisiers, charpentiers et ébénistes de Meknès, dont le siège est à Meknès.

Fait à Rabat, le 4 chaabane 1377 (24 février 1958).

BEKKAÏ.

Références :

- Dahir du 8 juin 1938 (B.O. n° 1338, du 17-6-1938, p. 780) ;
- du 19 mai 1939 (B.O. n° 1392, du 30-6-1950, p. 751) ;
- du 24 avril 1950 (B.O. n° 1963, du 9-6-1950, p. 751).

Décret n° 2-58-176 du 12 chaabane 1377 (4 mars 1958) autorisant la constitution de la Société coopérative artisanale des maroquinières de Casablanca.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 9 rebia II 1357 (8 juin 1938) autorisant la constitution des coopératives artisanales et organisant le crédit à ces coopératives, complété par les dahirs du 29 rebia II 1358 (19 mai 1939) et 4 rejeb 1359 (24 avril 1950) ;

Vu le projet de statut de la Société coopérative artisanale des maroquinières ;

Sur la proposition du ministre de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie), après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la Société coopérative artisanale des maroquinières de Casablanca, dont le siège social est à Casablanca.

Fait à Rabat, le 12 chaabane 1377 (4 mars 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-159 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) portant reconnaissance de la piste n° 1261 allant du douar Oulad-Ouahi au douar Si-Abdelaziz et fixant sa largeur d'emprise.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 24 jourmada I 1375 (6 janvier 1956) relatif aux pouvoirs du président du conseil ;

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme et notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 rebia I 1373 (18 novembre 1953) portant reconnaissance de la piste n° 1261 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnue comme faisant partie du domaine public la piste désignée au tableau ci-après, dont le tracé est figuré par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/100.000 annexé à l'original du présent décret, et sa largeur d'emprise est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉRO de la piste	DESIGNATION de la piste	LIMITES de la piste	LARGEUR d'emprise de part et d'autre de l'axe	
			Côté gauche	Côté droit
1261	Allant du douar Oulad-Ouahi au douar Si-Abdelaziz.	Origine : douar Oulad-Ouahi, P.K. 7 environ de la piste n° 1258. Extrémité : douar Si-Abdelaziz, P.K. 8 environ de la piste n° 1260.	10 m	10 m

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté viziriel du 10 rebia I 1373 (18 novembre 1953) portant reconnaissance de la piste n° 1261 allant de la piste n° 1258 à la piste n° 1260.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 5 chaabane 1377 (25 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-094 du 7 chaabane 1377 (27 février 1958) reconnaissant d'utilité publique le reboisement de trois parcelles d'un immeuble domanial (province d'Oujda), et soumettant lesdites parcelles au régime forestier.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 20 hija 1355 (10 octobre 1917) sur la conservation et l'exploitation des forêts, tel qu'il a été modifié et complété, et notamment l'article premier ;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture, après avis du ministre de l'intérieur et du sous-secrétaire d'État aux finances (service des domaines),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnu d'utilité publique le reboisement de trois parcelles dépendant de l'immeuble domanial, dit « Domaine de Bou-Griba », titre foncier n° 1936, inscrites sous le numéro 8 au sommier des biens domaniaux de Berkane-rural et sous le numéro 952 au sommier de consistance des immeubles domaniaux forestiers, sises sur le territoire de l'annexe de Berkane (province d'Oujda).

Lesdites parcelles ayant une superficie respective de cent vingt-trois hectares quatre-vingts ares (123 ha. 80 a.), cent seize hectares soixante-dix-neuf ares (116 ha. 79 a.) et neuf hectares quarante et un ares (9 ha. 41 a.), telles au surplus qu'elles sont figurées et délimitées par un liséré vert sur le plan annexé à l'original du présent décret, sont soumises au régime forestier.

ART. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture et le sous-secrétaire d'État aux finances (service des domaines) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 7 chaabane 1377 (27 février 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-186 du 16 chaabane 1377 (8 mars 1958) portant nomination des représentants des employeurs et salariés au conseil d'administration de la Caisse d'aide sociale.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-57-237 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale ;

Vu le décret n° 2-57-1286 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale et notamment l'article 2 ;

Sur proposition des organisations professionnelles,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les représentants des employeurs et des salariés au conseil d'administration de la Caisse d'aide sociale sont désignés ci-après pour l'année 1958 :

a) *Représentants des employeurs :*

MM. Mohammed Laraki ;
M'Hamed ben Jilali Bennani ;
Maati Bakhay ;
Roger Tartière ;
Lucien Dolbeau ;

b) *Représentants des salariés :*

MM. Seddik Mohammed ;
Tafeb Bouazza ;
Baghdadi Mohammed ;
Chamseddine Mustapha ;
Kanouni Mohammed.

Fait à Rabat, le 16 chaabane 1377 (8 mars 1958).

BEKKAÏ.

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 22 février 1958 portant délégation de signature.

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES,

Vu le dahir du 21 chaoual 1343 (15 mai 1925) portant règlement sur la comptabilité publique de la province de Tanger ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'État ;

Vu le budget spécial de la province de Tanger pour l'exercice 1957 ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — M. Jean Boulanger, faisant fonction d'inspecteur principal des perceptions à Tanger, reçoit à compter du 1^{er} mars 1958, délégation de signature pour engager les dépenses de personnel et de matériel affectées aux sections 9 et 17 du budget spécial de l'exercice 1957 de la province de Tanger, à l'exclusion de la signature des décisions concernant le recrutement, l'avancement et le licenciement du personnel.

Rabat, le 22 février 1958.

ABDALLAH CHEFCHAOUNI.

Vu :

Le président du conseil,

BEKKAÏ.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 21 février 1958 une enquête publique est ouverte du 28 avril au 30 mai 1958 dans le caïdat des Mediouna-Oulad Ziane, à Casablanca, sur le projet de prise d'eau par pompage dans le marais des Oulad-Abbou, au profit de Mohamed et Fatima beni-Si Larbi ben Reddad Doukkali, 34, rue Dar-el-Miloudi, à Casablanca.

Le dossier est déposé dans les bureaux du caïdat des Mediouna-Oulad Ziane, à Casablanca.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES PARTICULIERS

PRÉSIDENTICE DU CONSEIL

Arrêté du président du conseil du 6 mars 1958 fixant la date de l'élection des représentants du personnel des administrations centrales relevant de la présidence du conseil dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 26 moharrem 1358 (18 mars 1939) formant statut du personnel administratif du secrétariat général et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 safar 1367 (30 décembre 1947) fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel des administrations centrales relevant de la présidence du conseil, dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement de

ce personnel qui seront appelés à siéger en 1958 et 1959, aura lieu le 18 avril 1958.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des corps indiqués ci-dessous :

- a) cadre supérieur comprenant les grades suivants : chefs de bureau, sous-chefs de bureau et rédacteurs ;
- b) cadre des attachés d'administration ;
- c) cadre des secrétaires d'administration ;
- d) cadre des inspecteurs du matériel ;
- e) cadre des commis chefs de groupe, commis principaux et commis (constituant un seul grade) ;
- f) cadre des secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et dames employées (constituant un seul groupe de grades) ;
- g) cadre des agents publics (constituant un seul grade).

Les listes porteront obligatoirement, pour chacun des grades où elles entendent être représentées, les noms de deux fonctionnaires de ce grade.

Ces listes qui devront mentionner le nom du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et être appuyées des demandes établies et signées par les candidats devront être déposées au service de la fonction publique, le 28 mars 1958, dernier délai. Elles seront publiées au *Bulletin officiel* du 4 avril 1958.

ART. 3. — Le dépouillement des votes aura lieu le 25 avril 1958 dans les conditions fixées par l'arrêté viziriel susvisé.

ART. 4. — La commission de dépouillement des votes sera désignée ultérieurement.

Rabat, le 6 mars 1958.

BEKKAÏ.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Dahir n° 1-57-394 du 22 rejab 1377 (12 février 1958) relatif à la suppression du cadre des greffiers de cadis (adoul de procédure).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 jourmada I 1332 (19 avril 1914) relatif au mode de nomination, mutation et révocation du personnel marocain et plus particulièrement son article 2,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le cadre des greffiers (adoul de procédure) est supprimé à compter du 1^{er} janvier 1957.

ART. 2. — Les greffiers (adoul de procédure) en service à ce jour, seront intégrés dans le cadre des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines.

Un décret du président du conseil fixera les conditions de cette intégration.

Fait à Rabat, le 22 rejab 1377 (12 février 1958).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 22 rejab 1377 (12 février 1958) :

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-1893 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) relatif à l'intégration des greffiers (adoul de procédure) dans le cadre des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 13 jourmada I 1332 (19 avril 1914) relatif au mode de nomination, mutation et révocation du personnel marocain, et plus particulièrement son article 2 ;

Vu l'arrêté du 29 rebia II 1365 (2 avril 1946) formant statut du personnel des secrétaires des juridictions marocaines, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 15 avril 1949 ;

Vu le décret du 6 rebia II 1376 (10 novembre 1956) modifiant à titre exceptionnel et temporaire les règles de recrutement des commis-greffiers et des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines, tel qu'il a été complété par le décret n° 2-57-1174 du 23 moharrem 1377 ;

Vu le dahir n° 1-57-394 du 22 rejab 1377 (12 février 1958) portant suppression du cadre des greffiers (adoul de procédure),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les greffiers (adoul de procédure) sont intégrés dans le cadre des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines dans les conditions fixées au tableau de concordance ci-dessous :

CADRE DES GREFFIERS (adoul de procédure)	CADRE DES SECRÉTAIRES-GREFFIERS	ANCIENNETÉ
	<i>Secrétaires-greffiers en chef.</i>	
	Hors classe (indice 410).	
	1 ^{re} — (indice 375).	
	2 ^e — (indice 340).	
	<i>Secrétaires-greffiers.</i>	
	Classe exceptionnelle (indice 360)	
	1 ^{re} classe (indice 315).	
	2 ^e — (indice 300).	Sans ancienneté.
	3 ^e — (indice 280).	id.
	<i>Secrétaires-greffiers adjoints.</i>	
	1 ^{re} classe (indice 260).	Sans ancienneté.
	2 ^e — (indice 240).	id.
	3 ^e — (indice 220).	id.
	4 ^e — (indice 200).	Ancienneté maintenue.
	4 ^e — (indice 200).	Sans ancienneté.
	Stagiaire (indice 185).	id.
<i>Greffiers hors classe.</i>		
2 ^e échelon (indice 350)		
1 ^{er} — (indice 310)		
<i>Greffiers.</i>		
1 ^{re} classe (indice 290)		
2 ^e — (indice 260)		
3 ^e — (indice 240)		
4 ^e — (indice 220)		
5 ^e — (indice 200)		
Stagiaire (indice 180)		

ART. 2. — Le présent décret prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1957.

Fait à Rabat, le 5 chaabane 1377 (25 février 1958).

BEKKAÏ.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.
SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 21 février 1958 modifiant l'arrêté du 13 novembre 1957 portant ouverture d'un concours pour l'emploi de commis stagiaire des services financiers.

LE SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 13 novembre 1957 fixant les conditions, les formes et le programme des concours communs pour le recrutement de commis stagiaires des services du sous-secrétariat d'État aux finances, et notamment son article 2 (dernier alinéa) ;

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 13 novembre 1957 portant ouverture d'un concours pour l'emploi de commis stagiaire des services financiers, et notamment ses articles premier et 4,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article premier de l'arrêté du 13 novembre 1957 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« (2^e alinéa). Il comporte deux sessions : la première le 29 janvier 1958, la seconde le 9 mai 1958. »

ART. 2. — Le troisième alinéa de l'article 4 de ce même arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. —

« (3^e alinéa). Pour la seconde session la date limite correspondante est fixée au 25 mars 1958. »

Rabat, le 21 février 1958.

ABDALLAH CHEFCHAOUNI.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 2-57-1947 du 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958) portant création et organisation d'un Institut pédagogique de l'enseignement secondaire.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 hijra 1369 (22 septembre 1950) fixant les traitements applicables à certains personnels de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique et de l'éducation physique et sportive,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Rabat un Institut pédagogique de l'enseignement secondaire, relevant de l'enseignement secondaire musulman, et destiné à la formation de professeurs de l'enseignement du second degré.

ART. 2. — L'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire reçoit deux catégories d'élèves, les élèves professeurs fonctionnaires et les élèves professeurs non fonctionnaires.

ART. 3. — Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1^o Être de nationalité marocaine ;

2^o Être âgés de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus. Toutefois, le ministre de l'éducation nationale peut accorder les dispenses d'âge, sans que la limite d'âge supérieure prévue ci-dessus puisse dépasser trente-cinq ans.

L'admission à l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire a lieu :

a) Sur titres, pour les candidats titulaires du baccalauréat ;

b) Sur concours ouvert, dans la limite des postes restant à pourvoir, aux candidats ayant parcouru le cycle complet des études secondaires.

ART. 4. — Le nombre et la liste des candidats admis à l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire sont fixés chaque année par arrêté ministériel.

Les candidats admis doivent contracter l'engagement de servir dans l'enseignement public au Maroc pendant cinq ans au moins à dater de leur sortie de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire. A cette pièce doit être jointe, si le candidat est mineur, une déclaration par laquelle son père ou tuteur l'autorise à contracter cet engagement et s'engage lui-même à rembourser le traitement perçu par son fils ou pupille pendant son séjour à l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire dans le cas où celui-ci quitterait volontairement l'institut ou en serait exclu, comme dans le cas où il renoncerait aux fonctions d'enseignement avant la réalisation de l'engagement de cinq ans prévu ci-dessus.

ART. 5. — Les formes et le programme du concours d'entrée prévu à l'article 3 ci-dessus seront fixés par arrêté du ministre de l'éducation nationale approuvé par le ministre d'État, chargé de la fonction publique.

ART. 6. — Pour les candidats aux professorats des disciplines scientifiques la durée des études est fixée à trois ans. Le ministre de l'éducation nationale peut autoriser exceptionnellement un élève professeur à doubler une année à la suite d'un événement ayant empêché cet élève de poursuivre normalement ses études.

La première année est consacrée à la préparation d'un certificat propédeutique.

Pendant la deuxième année les élèves professeurs préparent, dans la discipline choisie, au moins un certificat de licence d'enseignement fixé par le directeur de l'institut ; ils reçoivent en outre, à l'institut, un enseignement de psychopédagogie.

Pendant la troisième année, ils préparent un dernier certificat dans les mêmes conditions que l'année précédente, et reçoivent, en outre, à l'institut une formation professionnelle pratique.

Pendant les trois années, l'institut organise des cours et exercices complémentaires.

ART. 7. — Pour les candidats aux professorats des disciplines littéraires la durée des études est fixée à deux ans. Le ministre de l'éducation nationale peut accorder des prolongations dans des cas exceptionnels comme le prévoit l'article 6.

La première année est consacrée à la préparation d'un certificat propédeutique à une licence d'enseignement et un enseignement de psychopédagogie.

Pendant la deuxième année, les élèves professeurs préparent au moins un certificat de licence de la discipline choisie et reçoivent à l'institut une formation professionnelle pratique.

ART. 8. — Pendant les deux années d'études pour les candidats des disciplines littéraires, et pendant les deux dernières années pour les candidats des disciplines scientifiques, des cours d'arabe obligatoires sont organisés à l'institut.

ART. 9. — Pendant leurs années d'études, les élèves professeurs non fonctionnaires perçoivent le traitement afférent à l'indice 185 et les indemnités à caractère général et familial correspondantes.

Les élèves professeurs fonctionnaires conservent pendant leurs années d'études le bénéfice de leur classement indiciaire, s'il est plus favorable.

ART. 10. — Les élèves professeurs fonctionnaires sont, pendant la durée de leurs études, placés en position de détachement.

Toutefois, les élèves professeurs appartenant aux cadres des fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale font l'objet d'une délégation ; ils restent rangés dans leur cadre d'origine et y conservent tous leurs droits à l'avancement.

ART. 11. — La discipline générale de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire est assurée par le directeur de cet institut.

Les manquements à cette discipline sont sanctionnés par les peines suivantes :

l'avertissement ;

le blâme ;

le renvoi temporaire avec suspension le cas échéant du traitement et des indemnités autres que familiales ;

l'exclusion de l'institut.

Cette dernière peine ainsi que le renvoi temporaire avec suspension de traitement sont prononcés par le ministre de l'éducation nationale, après avis du conseil de l'institut.

ART. 12. — A la fin de chaque année le conseil de l'institut propose la liste des élèves professeurs qui sont autorisés à poursuivre leurs études à l'institut.

La composition du conseil est fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

ART. 13. — Les élèves professeurs des disciplines scientifiques qui, sur décision du conseil de l'institut, seront jugés inaptes à poursuivre leurs études après la première année, seront, soit replacés dans leur cadre d'origine s'ils étaient déjà fonctionnaires, soit nommés élèves de 4^e année à l'école normale primaire. Ceux qui seront refusés au certificat obligatoire préparé en 2^e année, seront autorisés à subir la formation pratique donnée en 3^e année, en préparant au moins un des certificats retenus par le directeur de l'institut.

ART. 14. — A la fin de la troisième année, les élèves professeurs des disciplines scientifiques qui n'auront obtenu que le certificat propédeutique seront nommés soit instituteurs stagiaires de cours complémentaire ou d'école professionnelle ou de centre d'apprentissage s'ils ne sont pas déjà fonctionnaires, soit — s'ils sont fonctionnaires — instituteurs de cours complémentaire ou d'école professionnelle ou de centre d'apprentissage à une classe comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient précédemment, avec maintien de l'ancienneté d'échelon dans le cas de nomination à un indice égal.

Ceux qui auront obtenu le certificat propédeutique et un seul des certificats imposés seront nommés chargés d'enseignement.

Ceux qui auront obtenu le certificat propédeutique et deux certificats imposés, et subi avec succès à l'institut l'examen portant sur les matières complémentaires et les épreuves pratiques, seront nommés professeurs certifiés.

ART. 15. — Les élèves professeurs des disciplines littéraires qui, sur décision du conseil de l'institut, seront jugés inaptes à poursuivre leurs études à la fin de la première année, seront soit replacés dans leur cadre d'origine s'ils étaient déjà fonctionnaires, soit nommés élèves de 4^e année à l'école normale primaire.

A la fin de la deuxième année les élèves professeurs qui n'auront obtenu que le certificat propédeutique seront nommés soit instituteurs stagiaires de cours complémentaire ou d'école professionnelle ou de centre d'apprentissage s'ils ne sont pas déjà fonctionnaires, soit — s'ils sont fonctionnaires — instituteurs de cours complémentaire ou d'école professionnelle ou de centre d'apprentissage à une classe comportant un indice égal, avec éventuellement maintien de l'ancienneté d'échelon, ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient précédemment. Ceux qui auront obtenu le certificat propédeutique et le certificat de licence préparé en 2^e année, et subi avec succès à l'institut l'examen portant sur les matières complémentaires et les épreuves pratiques, seront nommés chargés d'enseignement.

Le conseil de l'institut propose alors parmi ces derniers la liste des élèves professeurs qui seront admis à poursuivre à l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire, pendant une durée d'un an au maximum, la préparation des certificats de licence de la discipline choisie. Cette liste ne pourra comporter un nombre d'élèves professeurs supérieur à 50 % de la promotion sortante. Pendant cette dernière année, les élèves professeurs restent soumis aux dispositions de l'article 9 ci-dessus.

ART. 16. — Le temps passé à l'institut en qualité d'élève professeur est compté comme ancienneté d'échelon, dans les cadres de chargé d'enseignement ou de professeur certifié, suivant les dispositions ci-après :

la 1^{re} année pour un quart de sa durée ;

la 2^e année pour la moitié de sa durée ;

la 3^e année en totalité.

Toutefois, les chargés d'enseignement ainsi que les professeurs certifiés issus d'un cadre de fonctionnaires titulaires sont, s'ils y ont intérêt, reclassés à l'échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils percevaient dans leur cadre d'origine. Ils conservent l'ancienneté acquise dans leur classe ou échelon si leur nomination leur procure une augmentation de traitement inférieure à celle qui résulterait d'un avancement de classe ou d'échelon dans leur précédent grade.

ART. 17. — A la fin des trois années d'études dans le cas des élèves professeurs des disciplines scientifiques, et à la fin de l'année supplémentaire dans le cas des 50 % des élèves professeurs des disciplines littéraires prévus à l'article 15, le conseil de l'institut propose la liste des professeurs qui pourraient bénéficier d'un sursis d'exécution de leur engagement quinquennal afin de poursuivre des études supérieures.

Ce sursis sera de deux ans pour la préparation à l'agrégation, de cinq ans pour la préparation au doctorat. Il ne sera pas renouvelable.

Pendant ce sursis les professeurs intéressés seront mis en disponibilité et recevront du ministère de l'éducation nationale une bourse d'études annuelle renouvelable dont le montant sera fixé par arrêté du ministre de l'éducation nationale après avis du secrétaire d'Etat aux finances, et approbation du ministre, chargé de la fonction publique.

Après le sursis, les intéressés exécuteront l'engagement quinquennal dans un des postes qui leur seront offerts.

Dispositions transitoires.

ART. 18. — A titre transitoire, et pendant une durée de trois ans à compter de la publication du présent décret, les étudiants pourvus de l'alimya ou du diplôme d'arabe classique pourront être autorisés, par décision du ministre de l'éducation nationale, à suivre, à titre de boursiers, les cours de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire pendant une durée d'un an. Ils devront s'engager à servir l'Etat pendant une durée de cinq ans après la sortie de l'institut.

Pendant cette année d'études, ils préparent un certificat de culture générale et reçoivent une formation pédagogique, théorique et pratique.

A la fin de cette année, ils peuvent être nommés, après avis du conseil de l'institut, professeurs chargés de cours d'arabe.

ART. 19. — Les candidats étrangers pourront être admis à l'institut dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du présent décret.

S'ils n'appartiennent pas à l'administration marocaine, ou s'ils appartiennent à cette administration comme nationaux d'un pays non lié au Maroc par une convention culturelle, ils bénéficieront de la situation faite aux élèves marocains sous forme d'une bourse accordée par le ministère de l'éducation nationale.

S'ils sont attachés au Gouvernement marocain par un contrat du type offert aux nationaux des pays liés au Maroc par une convention culturelle, ils conserveront pendant leurs études le bénéfice de ce contrat.

A la sortie de l'institut, tous signeront un contrat de cinq ans. Ils pourront profiter des dispositions de l'article 17, compte tenu des dispositions des articles 14 et 15.

ART. 20. — Le présent texte prendra effet du 1^{er} novembre 1957.

Fait à Rabat, le 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-57-1948 du 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958) relatif à la situation du directeur de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 12 kaada 1338 (20 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 jourmada I 1368 (28 mars 1949) portant fixation du régime d'indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 5 rebia I 1373 (12 novembre 1953) ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 hija 1369 (22 septembre 1950) fixant les traitements applicables à certains personnels de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique et de l'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 2-57-1947 du 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958) portant création et organisation d'un Institut pédagogique de l'enseignement secondaire,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le statut des chefs des établissements du second degré relevant du ministère de l'éducation nationale est en tous points applicable au directeur de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire.

ART. 2. — Le directeur de l'Institut pédagogique de l'enseignement secondaire, suivant qu'il est agrégé ou non, est assimilé, au point de vue du traitement et des indemnités, au professeur le plus favorisé du cadre correspondant (agrégé ou non agrégé).

ART. 3. — Le présent texte prendra effet du 1^{er} novembre 1957.

Fait à Rabat, le 23 jourmada II 1377 (15 janvier 1958).

BEKKAÏ.

Décret n° 2-58-177 du 5 chaabane 1377 (25 février 1958) complétant l'arrêté viziriel du 15 rejeb 1374 (9 mars 1955) modifiant l'arrêté viziriel du 5 rebia I 1363 (1^{er} mars 1944) formant statut du personnel météorologiste chérifien.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté du 5 rebia I 1363 (1^{er} mars 1944) formant statut du personnel météorologiste chérifien, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par les arrêtés des 3 chaoual 1363 (29 juillet 1949) et 15 rejeb 1374 (9 mars 1955),

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 6 et 7 de l'arrêté susvisé du 15 rejeb 1374 (9 mars 1955) sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article 6. — Les météorologistes sont recrutés :

« 2°

« a)

« b)

« c) A titre exceptionnel sur proposition du directeur de l'Institut scientifique chérifien et après avis de la commission d'avancement, parmi les aides-météorologistes actuellement en fonction. « Un seul emploi pourra être pourvu dans ces conditions. »

« Article 7. —

« Toutefois, à titre exceptionnel, un emploi d'aide-météorologiste pourra être attribué sur proposition du directeur de l'Institut scientifique chérifien et après avis de la commission d'avancement compétente à un agent actuellement en fonction à la section de physique du globe et de météorologie, justifiant de quatre années de service à quelque titre que ce soit. »

Fait à Rabat, le 5 chaabane 1377 (25 février 1958).

BEKKAÏ.

MINISTÈRE DES P.T.T.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2364, du 14 février 1958, page 309.

Décret n° 2-58-090 du 11 re'eb 1377 (1^{er} février 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois des services extérieurs du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

Au lieu de :

« Article 17. —

« Les candidats recrutés au titre des articles 9, 10, 13, 14 et 15 ci-dessus, seront assujettis aux conditions de titularisation prévues par les statuts qui leur sont applicables » ;

Lire :

« Article 17. —

« Les candidats recrutés au titre des articles 9, 10, 13, 14, 15 et 16 ci-dessus seront assujettis aux conditions de titularisation prévues par les statuts qui leur sont applicables. »

(La suite sans modification.)

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

PRÉSIDENT DU CONSEIL.

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT.

Est nommé, en application des dispositions des articles 14 et 17 du décret du 13 avril 1957, *attaché d'administration de 3^e classe, 2^e échelon* du 1^{er} août 1956, avec ancienneté du 16 décembre 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Sauvignon Yves, secrétaire d'administration de 2^e classe, 2^e échelon. (Arrêté du 13 décembre 1957.)

* * *

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

En vertu du décret du 10 novembre 1956 modifiant, à titre exceptionnel et temporaire, les règles de recrutement des commis-greffiers et secrétaires-greffiers des juridictions marocaines :

Sont recrutés et nommés :

Commis-greffiers stagiaires :

Du 1^{er} mai 1957 : MM. Aboumediane Lahcèn, Aqroum Mohamed el Hassane, Draï Ahmed, Idrissi Azami Abdellah, Monkad Si Brahim ben Aomar et Sebti Mohamed Mahmoudé ;

Du 1^{er} septembre 1957 : MM. El Bouhali Si Mohammed et El Amali Driss ;

Du 1^{er} novembre 1957 : M. Ghazi Tahar ;

Commis-greffier de 3^e classe du 1^{er} octobre 1957 : M. Lebbar Thami.

(Arrêtés des 10 octobre, 26 novembre, 13 décembre 1957, 9, 16, 24 et 30 janvier 1958.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Est réintégré dans ses fonctions du 29 octobre 1957 : M. Linman Claude, agent technique stagiaire des travaux municipaux, en disponibilité pour service militaire. (Arrêté du 11 février 1958.)

Est promu *agent public de 1^{re} catégorie, 2^e échelon* du 1^{er} avril 1957 : M. Rodriguez Sylvain, agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon ;

Est reclassé *agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon* du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 9 mai 1952, et promu au 4^e échelon de son grade du 9 juillet 1955 : M. Mercier Marcel, agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon (bonifications : 7 ans 2 mois 22 jours pour services militaires, et 7 mois pour services civils) ;

Est reclassé *contrôleur des plantations de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 3 août 1952 (bonification : 9 ans 4 mois 28 jours pour services militaires), promu à la 3^e classe de son grade du 3 décembre 1954, avec ancienneté du 3 septembre 1954 (bonification : 3 mois pour services civils), et nommé *contrôleur des plantations de 2^e classe* du 3 décembre 1956 : M. Geoffroy Martial, contrôleur des plantations de 3^e classe ;

Est nommé, après concours, *sous-lieutenant stagiaire des sapeurs-pompiers* du 1^{er} janvier 1958 : M. Ajoul Mohamed ;

Est reclassé *agent technique de 3^e classe* du 10 février 1955, avec ancienneté du 14 mars 1954 (bonifications : 1 an 11 mois 13 jours pour services militaires, et 4 ans 11 mois 9 jours pour services civils), et promu *agent technique de 2^e classe* du 14 octobre 1956 : M. Bruschini Antoine, agent technique de 5^e classe ;

Est titularisée et nommée *commis de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 10 janvier 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans 11 mois 21 jours), reclassée *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 10 août 1954 (bonification pour services civils : 6 ans 9 mois), et promu *commis principal de 2^e classe* du 10 avril 1957 : M^{me} Poli Thérèse, commis temporaire.

(Arrêtés des 31 décembre 1957, 16, 22, 24 janvier et 11 février 1958.)

Sont titularisés et nommés *sergents, 4^e échelon des sapeurs-pompiers* du 16 novembre 1956 : MM. Barbari Boumediène, Caffarel André, Fournet Yves, Hechad Abdallah, Khouili Ali, Laugier Robert, Rachid Rahal et Saint Jalmes, sergents stagiaires. (Arrêtés du 16 janvier 1958.)

Sont nommés *sergent des sapeurs-pompiers stagiaires* du 1^{er} octobre 1957 : MM. Jaoudat Ahmed, Nabih Omar, Beddouri Houcine. Najem Ahmed, Bassar Mohamed ben Khalifa, Dady Lahbib, Keblani Lahoussine, Mohamed ben Brahim, Laouni Larbi, El Kamel Mohamed, Seghir ben Bouzekri, Debbich Lahoussine, Mohamed ben Ali, Bouchaïb ben Mohamed ben Lahbib, Rakib ben Daoud, Abdelkhaleq Mokhtar, Jamaty Mohamed, Nadim Edine, Sobhi Driss, Jabrane Mohamed, Abouch Lahcèn et Bourji Mohamed. (Arrêtés des 8, 21 décembre 1957 et 20 février 1958.)

Sont promus à la préfecture de Marrakech, *sous-agents publics* :

De 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} avril 1957 : M. Zrida M'Barck, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} juin 1957 :

De 2^e catégorie, 7^e échelon : M. Jaadi Moulay Ahmed, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

De 3^e catégorie, 6^e échelon : M. Tkouki Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

De 3^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} juillet 1957 : M. Assam Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;

De 3^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} septembre 1957 : M. Belaazri Bouchtaben Boujemaa, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1957 :

De 2^e catégorie, 6^e échelon : M. Boukar Farès, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

De 3^e catégorie, 6^e échelon : M. El Hassouni Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

De 3^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} décembre 1957 : M. Fikry Moulay Ahmed, sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;

Du 1^{er} janvier 1958 :

De 2^e catégorie, 7^e échelon : M. Hanni Lahssèn, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

De 3^e catégorie, 8^e échelon : M. Saïk Mohamed, sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;

De 3^e catégorie, 5^e échelon : M. Benayad Kabbour, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

De 2^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} février 1958 : M. El Joubi Kadour, sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon.

(Décisions des 29 janvier et 1^{er} février 1958.)

*
*
*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.

Est nommé *contrôleur, 1^{er} échelon (stagiaire)* au service des perceptions du 10 février 1957 : M. Tijani Ahmed, commis pré-stagiaire. (Arrêté du 6 décembre 1957.)

Est reclassé *inspecteur principal de comptabilité de 3^e classe*, avec ancienneté du 13 mars 1955 (bonification pour services militaires : 9 mois 18 jours) : M. Renier René, inspecteur de comptabilité de 1^{re} classe ;

Est rayé des cadres du sous-secrétariat d'État aux finances du 15 décembre 1956 : M. Bressot Jean, commissaire adjoint du Gouvernement.

(Arrêtés des 4 novembre 1957 et 15 février 1958.)

Est reclassé *agent de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon* de l'enregistrement et du timbre (sous-secrétariat d'État aux finances) du 28 décembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 27 jours), et promu *agent de constatation et d'assiette, 2^e échelon* du 28 décembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1955 : M. El Gherabli Maurice, agent de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon. (Arrêtés des 2 et 27 janvier 1958.)

Est nommé au service des domaines *contrôleur, 1^{er} échelon* du 16 mai 1957 : M. Bennis Abderrahmane. (Arrêté du 11 octobre 1957.)

Est placée en disponibilité pour convenance personnelle du 10 décembre 1956 : M^{lle} Bordeaux Jacqueline, commis de 3^e classe. (Arrêté du 22 janvier 1958.)

Est titularisé et nommé *sous-chef de service de 3^e classe* du 16 septembre 1957 et reclassé *percepteur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon* du 16 mars 1956, avec ancienneté du 19 février 1955 : M. Buresi Baptiste, stagiaire des perceptions. (Arrêté du 21 août 1957.)

Sont nommés *contrôleurs, 1^{er} échelon (stagiaires)* au service des perceptions :

Du 26 septembre 1956 : M. Barakat Taïbi ;

Du 23 avril 1957 : M. Misbah Larbi ;

Du 11 juillet 1957 : M. Atmane Mohammed ;

Du 11 septembre 1957 : M. Lemghari Mohamed,

commis temporaires.

(Arrêtés des 6 décembre 1957, 10 et 31 janvier 1958.)

Sont promus au service de la taxe sur les transactions :

Contrôleur principal, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1957 : M. Gasnier Jean, contrôleur, 7^e échelon ;

Du 1^{er} juillet 1956 *contrôleur, 3^e échelon* :

Avec ancienneté du 10 février 1955 : M. Zaïd Ramdane, commis principal de 1^{re} classe ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1955 : M. M'Chiche Mohamed, agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Contrôleur, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1956 : M. Saoud Mohamed, commis de 1^{re} classe ;

Agent de constatation et d'assiette, 3^e échelon du 1^{er} février 1957 :
M^{me} Francisci Paule, agent de constatation et d'assiette, 2^e échelon.
(Arrêtés des 31 décembre 1957 et 9 janvier 1958.)

Sont nommés, sur titres, *contrôleurs stagiaires* :

Du 1^{er} juillet 1956 : M. Bouanani Mohamed ;

Du 18 mars 1957 : M. Chemsî Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1957 : M. Houd Mustapha ;

Du 2 septembre 1957 : M. Chemaou el Fihri.

(Arrêtés du 31 décembre 1957.)

Est mis à la disposition du Gouvernement français et rayé des cadres du sous-secrétariat d'Etat aux finances du 15 août 1957 :
M. Pressurot Gilbert, inspecteur adjoint de 3^e classe, en position de disponibilité. (Arrêté du 23 janvier 1958.)

Sont titularisés et nommés au service des domaines du 30 décembre 1956 :

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 30 décembre 1955, et reclassé au même échelon de son grade du 14 février 1956, avec ancienneté du 14 février 1955 (bonifications pour services militaires : 10 mois 16 jours, et stage : 1 an) : M. Chaplain Roger, contrôleur stagiaire ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 30 décembre 1955, reclassé au même échelon de son grade du 28 janvier 1956, avec ancienneté du 28 janvier 1955 (bonifications pour services militaires : 11 mois 2 jours, et stage : 1 an), et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 28 janvier 1957 : M. Trégon Marcel, contrôleur stagiaire.

(Arrêtés du 24 janvier 1958.)

Est nommé *secrétaire makhzen stagiaire des domaines* du 1^{er} mai 1957 : M. El Allam M'Hamed. (Arrêté du 11 février 1958.)

* * *

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont rayés des cadres du personnel du ministère des travaux publics et mis à la disposition du Gouvernement français :

Du 16 juillet 1957 : M^{me} Rouanne Georgette, sténodactylographe de 7^e classe ;

Du 1^{er} octobre 1957 : M. Courty Arthur, contrôleur principal de 1^{re} classe, et M. Rockmer Gilbert, contrôleur principal de 3^e classe ;

Du 15 novembre 1957 : M. Gil Jean-Baptiste, contrôleur de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} janvier 1958 : M^{me} Henry Claire, dactylographe, 3^e échelon.

(Arrêtés des 29 juin, 19 juillet et 15 novembre 1957.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DU TOURISME.

Sont intégrés, pour ordre, dans les cadres du personnel de l'Office marocain du tourisme en qualité de :

Chef de bureau hors classe (ind. 500), avec ancienneté du 1^{er} juillet 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Luccioni Jean-Frédien ;

Sous-chef de bureau de 3^e classe (indice 330), avec ancienneté du 1^{er} janvier 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Grillot Jacques ;

Sont intégrés dans les cadres du personnel de l'Office marocain du tourisme en qualité de :

Secrétaires administratifs :

De 2^e classe, 5^e échelon, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} juillet 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Michelesi Charles ;

De 2^e classe, 4^e échelon, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} janvier 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} Rabot Clémence ;

De 2^e classe, 3^e échelon, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} juin 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} Siméoni Blanche ;

De 2^e classe, 6^e échelon, avec ancienneté dans l'échelon du 1^{er} janvier 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Molard Marcel ;

Commis principaux :

De 2^e classe, avec ancienneté du 1^{er} mai 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Santoni Fernand ;

De 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} Gross Marie-Antoinette ;

De 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} avril 1954 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Karrachou Mohamed ;

Commis :

De 1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} juin 1954 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : MM. Valentini Ange et Rastoll André ;

1^{re} classe, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} de Bernède Geneviève ;

Commis de 2^e classe :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} Huot Henriette ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M^{me} Morgana Andrée ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Gazouli Abdelkader ;

Chaouchs :

De 7^e classe, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1956 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Ouriaghli Abdallah ;

De 4^e classe, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Fraoui Lahcèn ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} octobre 1956, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1954 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. El Baïdi Lahcèn ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} septembre 1957, avec ancienneté du 1^{er} avril 1957 : M^{me} Luccioni Angèle ;

Secrétaire administratif de 2^e classe, 6^e échelon, du 1^{er} janvier 1957 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1957) : M. Tapiéro Georges.

(Arrêtés du 28 octobre 1957.)

Est intégré dans le cadre des commis du personnel de l'Office marocain du tourisme du 1^{er} juillet 1956 et nommé *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1957 : M. Abitbol Albert. (Arrêté du 28 octobre 1957.)

* * *

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Sont rayés des cadres du ministère de l'agriculture (service de la conservation foncière) du 1^{er} juillet 1957 : MM. Bennis Mohamed et Harraj Kamel, secrétaires de conservation de 5^e classe appelés à d'autres fonctions. (Arrêtés du 23 janvier 1958.)

Est nommé *ingénieur géomètre adjoint stagiaire* du 1^{er} novembre 1957 : M. Hakam Abdelmjid ;

Sont réintégrés dans leur emploi :

Du 1^{er} mai 1957 : M. Bueb Claude, adjoint du cadastre stagiaire (section terrain) ;

Du 15 juin 1957 : M. Franchina Roger, adjoint du cadastre de 4^e classe (section terrain).

(Arrêtés des 5, 11 décembre 1957 et 9 janvier 1958.)

Sont promus :

Rédacteur des services extérieurs de 2^e classe, 3^e échelon du 1^{er} mars 1957 : M. Gouarne Guy, rédacteur des services extérieurs de 2^e classe, 2^e échelon ;

Agent d'élevage de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Durastanti Gabriel, agent d'élevage de 3^e classe.

(Arrêtés du 20 février 1958.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2802, du 31 janvier 1958,
page 211.

Sont nommés :

Au lieu de :

« Adjoints du cadastre stagiaires (section terrain) :
« Du 1^{er} octobre 1957 : M. Borraï Abdellatif » ;

Lire :

« Adjoint du cadastre stagiaire (section bureau) :
« Du 1^{er} octobre 1957 : M. Borraï Abdellatif. »

*
*
*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Est promu *chaouch* de 5^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 27 octobre 1954, et nommé à la 4^e classe de son grade du 27 octobre 1957 : M. Nadif Ali, *chaouch* de 6^e classe. (Arrêté du 6 novembre 1957.)

Sont nommés :

Moniteur de 4^e classe, rangé dans la 4^e classe de sa catégorie du 1^{er} octobre 1955, avec 3 mois 26 jours d'ancienneté : M. Khammal Lahsèn ;

Bibliothécaire adjoint de 4^e classe du 1^{er} mars 1956 : M. Man-nani Moulay Abdeslam ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} octobre 1956, avec 2 ans 24 jours d'ancienneté : M^{me} Petit Eliane ;

Du 1^{er} octobre 1957 :

Mouderrès stagiaire, rangé dans la catégorie des *instituteurs* (cadre particulier), avec 1 an d'ancienneté : M. Es Samir Ahmed ;

Mouderrès stagiaires : MM. Mouchtaq Khalifa et Boudra M'Hammed ;

Mouderrès de 6^e classe, rangé dans la 6^e classe des *instituteurs* (cadre particulier), avec 9 mois d'ancienneté : M. Zahraoui Mohammed ;

Du 1^{er} janvier 1957 :

Professeurs licenciés, 1^{er} échelon :

Avec 3 mois d'ancienneté : M. Cohen Dolly ;

Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{lle} James Yvette ;

Chargée d'enseignement, 1^{er} échelon, avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Guilhaume, née Thévenard Hélène ;

Répétiteurs et répétitrice surveillants de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1956 : M. Manas Henri ;

Avec 3 mois d'ancienneté : MM. Encina Gérard et Casier Maurice ;

M^{me} Morel Madeleine ;

Institutrice : M^{me} Alvado Renée ;

Institutrice (cadre particulier) : M^{lle} Berger Claude ;

Instituteur de 6^e classe (cadre particulier) : M. El Aks Bousseh-ham ;

Mouderrès de 6^e classe : MM. Amziane Ahmed ben Mohammadi, Sekkat Driss, Meliani Mohamed, Sarhani Mostafa, Taghi el Mostafa et Touzani Ahmed ;

Du 1^{er} mars 1957 :

Mouderrès stagiaire : M. Essouf Mohammed ;

Répétitrice surveillante de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} avril 1957, avec ancienneté du 16 mars 1957 : M^{me} Maffre-Baugé ;

Du 1^{er} octobre 1957 :

Directeur, rangé au 2^e échelon des *professeurs bi-admissibles* à l'agrégation : M. Benbachir Hassani ;

Censeur agrégé, rangé au 3^e échelon de son grade, avec 2 ans 4 mois d'ancienneté : M. Skali Louafi ;

Adjoints d'inspection de l'enseignement de l'arabe :

Rangé dans la 3^e classe de son grade, avec 3 ans 8 mois d'ancienneté : M. El Alem Mohamed ;

Rangé dans la 3^e classe de son grade, avec 3 mois 6 jours d'ancienneté : M. Regragui Abdelfatah ;

Professeurs chargés de cours d'arabe :

Rangés au 1^{er} échelon de leur grade, avec 1 an 3 mois 25 jours d'ancienneté : MM. Acharki Abdessamad, Allamar Mustapha Alla et Nacèr Houssein ;

Rangés au 2^e échelon de leur grade, avec 7 mois 1 jour d'ancienneté : MM. Tazi Saoud et Mansour Abdallah ;

Mouderrès stagiaire : M. Chabbi Miloud ;

Instituteurs stagiaires (cadre particulier) : MM. Mehdi Mohamed, Khalouk Salah, Halmeur Omar, Kessar Moulay, Chahk Abderrahman, Saad Abdesselam, Ouaziz Mohammed, Ziani Abdallah, Baroudi Mohamed, Zaki Hamida, Zine Mohamed et Charaf Mohamed ;

Mouderrès stagiaires : MM. Gueznaï Seddik, Faïz Si El Arbi et Billadi Omar ;

Du 17 octobre 1957 :

Oustades de 2^e catégorie :

6^e classe, avec 2 ans 9 mois 16 jours d'ancienneté : MM. Alami Idrissi Abdesslam et El Ameri Mohamed ;

5^e classe, avec 9 mois 16 jours d'ancienneté : M. Aboutayeb Mohammed ;

Délégué dans les fonctions de *professeur chargé de cours d'arabe* du 1^{er} octobre 1957, rangé dans le 3^e échelon de son grade, avec 7 mois 8 jours d'ancienneté : M. Ben Thami Mohammed ;

Délégué dans les fonctions de *professeur chargé de cours d'arabe* du 1^{er} janvier 1958, rangé dans le 1^{er} échelon de son grade sans ancienneté : M. Benchaya Michel.

(Arrêtés des 27 février 1956, 16, 19 juillet, 31 août, 2 septembre, 2 octobre, 19, 26 novembre, 2, 9, 12, 16, 18, 26, 29, 30 décembre 1957, 6, 10, 13, 16, 21, 22, 23, 29 et 30 janvier 1958.)

Sont promus :

Professeur licencié, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1953, et nommée au 3^e échelon de son grade du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Koubi Michèle ;

Du 1^{er} juillet 1957 :

Oustades de 4^e classe : M. Yaagoubi Mohamed ;

Mouderrès de 4^e classe : M. Benarif M'Hamed ;

Moniteur de 3^e classe du 25 novembre 1957 : M. Faïq Mohamed. (Arrêtés des 9, 19 et 28 décembre 1957.)

Sont reclassés :

Institutrice de 6^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1952, avec 1 an 3 mois d'ancienneté, et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} septembre 1953 : M^{lle} Coste Hermine ;

Du 1^{er} octobre 1954 :

Professeur licencié, 1^{er} échelon, avec 2 ans 7 mois 12 jours d'ancienneté, et promue au 2^e échelon de son grade à la même date, avec 7 mois d'ancienneté, et au 3^e échelon de son grade du 1^{er} mars 1956 : M^{me} Giboulet Jeanne ;

Institutrice de 6^e classe, avec 1 an 11 mois 25 jours d'ancienneté, et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} mai 1955 : M^{me} Ginet Suzanne ;

Instituteur de 6^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1955, avec 1 an 6 mois d'ancienneté, et rangé dans la 5^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1955 : M. Hernandez Marcel ;

Du 1^{er} janvier 1955 :

Instituteur de 6^e classe (cadre particulier), avec 1 an 5 mois 8 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} août 1955 : M. Giorgi Joseph ;

Maître de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie), avec 1 an 2 mois d'ancienneté : M. Caune André ;

Du 1^{er} octobre 1955 :

Professeur licencié, 1^{er} échelon (cadre unique), avec 3 ans 11 mois 29 jours d'ancienneté : M^{lle} Koubi Michèle ;

Répétitrice surveillante de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre), avec 2 ans 7 mois 20 jours d'ancienneté : M^{me} Estève, née Morgue Suzanne ;

Maitre de travaux manuels de 6^e classe (cadre unique, 2^e catégorie), avec 3 ans 10 mois 24 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1955, avec 7 mois d'ancienneté : M. Fernandès Alain ;

Du 1^{er} janvier 1956 :

Instituteurs de 6^e classe :

Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M. Ceccaldi Léonard ;

Avec 1 an 3 mois 7 jours d'ancienneté : M. Gabillan Jacques ;

Instituteurs de 6^e classe (cadre particulier) :

Avec 1 an 5 mois 21 jours d'ancienneté : M. Sutra del Galy Jacques ;

Avec 11 mois 4 jours d'ancienneté : M. Cassetari Marius ;

Instituteur de 6^e classe du 1^{er} avril 1956, avec 11 mois 17 jours d'ancienneté : M. Serres Jean-Paul ;

Du 1^{er} mai 1956 :

Répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre), avec 4 ans 7 mois d'ancienneté, et rangé dans la 5^e classe de son grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M. Bach Michel ;

Instituteur de 6^e classe, avec 1 an 5 mois 26 jours d'ancienneté : M. Reynal Michel ;

Du 1^{er} octobre 1956 :

Répétiteurs surveillants de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) :

Avec 6 ans 6 mois 23 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1956, avec 2 ans 6 mois 23 jours d'ancienneté : M. Massoni Pierre ;

Avec 2 ans d'ancienneté : M. Sanyas et M^{me} Barritaut Simone ;

Instituteurs de 6^e classe :

Avec 1 an 8 mois 24 jours d'ancienneté : M. Giraud Fernand ;

Avec 1 an 4 mois 22 jours d'ancienneté : M. Mahé Michel ;

Maitre de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie), avec 2 ans d'ancienneté : M. Autié René ;

Maitresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie), avec 1 an 4 mois 5 jours d'ancienneté : M^{me} Chandezon Gisèle ;

Du 1^{er} décembre 1956 :

Professeur certifié, 1^{er} échelon (cadre unique), avec 2 ans 2 mois d'ancienneté : M. Baticle Yves ;

Du 1^{er} janvier 1957 :

Instituteur de 4^e classe, avec 1 an 3 mois 15 jours d'ancienneté : M. Marais Jean ;

Instituteurs de 6^e classe :

Avec 1 an 9 mois 5 jours d'ancienneté : M. Antonini Jean-Baptiste ;

Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : MM. Gaurin Alain et Darriemerloul Roland ;

Avec 1 an 5 mois 20 jours d'ancienneté : M. Boucon René ;

Avec 1 an 5 mois 27 jours d'ancienneté : M. Roussel Jean-Claude ;

Avec 11 mois 23 jours d'ancienneté : M. Jarraud Philippe ;

Instituteurs de 5^e classe (cadre particulier) :

Avec 10 jours d'ancienneté : M. Carrères François ;

Avec 1 mois 9 jours d'ancienneté : M. Raspail Albert ;

Instituteurs de 6^e classe (cadre unique) :

Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : MM. Durand André, Piazzoli Ange et Verdoni Joseph ;

Avec 1 an 5 mois 27 jours d'ancienneté : M. Montegut André ;

Avec 1 an 5 mois 24 jours d'ancienneté : M. Cassar Edouard ;

Avec 1 an 5 mois 20 jours d'ancienneté : M. Valéro Laurent ;

Avec 1 an 5 mois 15 jours d'ancienneté : M. Girard Alain ;

Avec 1 an 1 mois 12 jours d'ancienneté : M. Deron Numa ;

Institutrice de 6^e classe (cadre particulier), avec 1 an 2 mois 11 jours d'ancienneté : M^{me} Petitdemange Maryse.

(Arrêtés des 12 septembre, 1^{er}, 27 octobre, 10, 20 novembre, 3, 6, 13, 16, 19, 23 décembre 1957, 3, 7, 10, 11, 17, 22, 28, 29 janvier et 10 février 1958.)

Sont mis à la disposition du Gouvernement français et rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale :

Du 15 octobre 1956 : M. Giudicelli Raymond, instituteur de 4^e classe (cadre particulier) ;

Du 1^{er} juin 1957 : M^{lle} Ledart Éliette, institutrice de 6^e classe (cadre général) ;

Du 1^{er} août 1957 : M^{lle} Rudest Simone, maîtresse de travaux manuels de 4^e classe, 2^e catégorie ;

Du 1^{er} octobre 1957 :

M^{me} Rousseau Paule, professeur licencié, 8^e échelon ;

MM. Naquet André, professeur licencié, 5^e échelon ;

Provost Yves, professeur licencié, 3^e échelon ;

M^{mes} Keramsi Yvette et Rosier Michèle, professeurs licenciés, 2^e échelon ;

M. Lignan Bernard, M^{mes} Gandar Christianne et Mondot Yvonne, professeurs licenciés, 1^{er} échelon ;

MM. Piffaut Aimé, chargé d'enseignement, 4^e échelon ;

Le Roy André et Henry Robert, chargés d'enseignement, 3^e échelon ;

M^{me} Tcheltsoff Isabelle, répétitrice surveillante de 1^{re} classe (1^{er} ordre) ;

MM. Crimal Pierre, répétiteur surveillant de 3^e classe (1^{er} ordre) ;

Minguez René, répétiteur surveillant de 3^e classe (2^e ordre) ;

M^{me} Loisselle Gabrielle, répétitrice surveillante de 4^e classe (1^{er} ordre) ;

MM. Gazano Sylvestre et M^{me} Trochu Anne-Marie, répétiteur et répétitrice surveillants de 4^e classe (2^e ordre) ;

Odo Georges, Servin Émile, Fort Gérard et M^{me} Lanfranchi Marie, répétiteurs et répétitrice surveillants de 5^e classe (2^e ordre) ;

Obré Georges, répétiteur surveillant de 6^e classe (2^e ordre) ;

MM. Maynial Jean et Faure Léo, instituteurs de 2^e classe ;

M^{mes} Pons Josette et Michalesco Berthe, institutrices de 3^e classe ;

MM. Lévecque André, Belleret Robert, M^{mes} Boulonne Jeannine, Sarah Thérèse, Forget Huguette, Pidancet Françoise, Lion Michèle, Menez Raymonde et Robini Paule, instituteurs et institutrices de 5^e classe ;

MM. Menez Jacques, Passerieux Louis, Cossu Étienne, Lanes Roland, Seube Jacques, Colls Jacques, M^{mes} Seignan Paulette, Régnier Michèle, Payn Liliane, Pompéi Paule, Gamet Madeleine, Reggio Henriette, Cotte Sylviane, Rougeot Christine, Le Bihan Geneviève, Bourgeois Maryvonne, Therme Yvette, Lartigue Geneviève et Mignot Marie-Thérèse, instituteurs et institutrices de 6^e classe ;

M. Briffa Norbert, instituteur de 2^e classe (cadre particulier) ;

M^{me} Fernand Henriette, institutrice de 3^e classe (cadre particulier) ;

MM. Grenier Louis, Leclair Henri, M^{mes} Sépulcre Denise, Soulard Suzane, Gomez Suzanne et Forestier Geneviève, instituteurs et institutrices de 4^e classe (cadre particulier) ;

MM. Jeay Pierre, Sarton Michel, Lavrad Jacques, Verlhac André, M^{mes} Mattéi Yvonne, Stouff Liliane, Duffoy Solange, Rico Jacqueline, Heyssen Gaby, Fouques Madeleine, Roques Marcelle, Lejeune Jeanine, Lesur André et Falconetti Marguerite, instituteurs et institutrices de 5^e classe (cadre particulier) ;

MM. Le Picard Raymond, Pénin René, Pommier Jean-Étienne, Césari Félix, Lemaire Jacques, Huart Jules, M^{mes} Tafani Christianne, Pousielgue Agnès, Grimoux Lucienne, Gaudry Louise, Rigaud Raphaële, Guéry Nicole ;

M^{mes} Cortès Simone, Bernard Laurence, Laffont Huguette, Jestin Jeanine, Ainardi Odette, Le Gars Marie-Thérèse, Kotica Pierrette et M^{lle} Fernandès Jeanne, institutrices et institutrices de 6^e classe (cadre particulier) ;

M^{mes} Simoni Renée, assistante maternelle de 3^e classe ;
 Pairraud Gilette, assistante maternelle de 4^e classe ;
 Royer Jeanine, Koban Marie-Pierre et Folacci Jeanne, assistantes maternelles de 5^e classe ;

MM. Emery André, maître de travaux manuels de 1^{re} classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;
 Hardy Louis, maître de travaux manuels de 2^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

MM. Laporte Gaston, Pech Émile et M^{me} Fraisse Aline, maîtres et maîtresse de travaux manuels de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

M. Cassar Joseph, M^{mes} Ranvier Jeanine, Michel Andrée et Longuet Jeanine, maître et maîtresses de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

M. Migneau Maurice, M^{mes} Jouneau Juliette, Bacci Andrée, Lombard Simone, Piffaut Josette, Rivière Annette et Rousset Denise, maître et maîtresses de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

M^{mes} Contard Anne-Marie, Moesch Thérèse, Henry Huguette et Raffy Denise, maîtresses de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) ;

MM. Delas Jean, sous-intendant, 6^e échelon ;
 Mari Georges, adjoint des services économiques de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

M^{me} Gandon Jeannine, adjointe des services économiques de 2^e classe, 2^e échelon ;

M. Rostaing Jean, adjoint des services économiques de 2^e classe, 1^{er} échelon ;

M^{mes} Cerda Françoise, agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon ;
 Di Russo Antoinette, agent public de 4^e catégorie, 7^e échelon ;
 Teulière Marie, agent public de 4^e catégorie, 6^e échelon ;
 Zaragoza Mathilde, agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon ;
 Carreau Marcelle, agent public de 4^e catégorie, 3^e échelon ;
 Labry Simone, agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon ;
 Gidrol Augusta, dame employée de 4^e classe ;
 Achour Augusta, dame employée de 5^e classe ;
 Loustau Gabrielle, dame employée de 7^e classe ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M^{lle} Seidel Adrienne, dactylographe, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} janvier 1958 : M^{lle} Tanguy Marie-Thérèse, aide-météorologiste de 8^e classe

(Arrêtés des 4, 19 juillet, 27 août, 10, 11, 13, 16, 18, 23 septembre, 14, 19 octobre, 28 novembre, 20 décembre 1957, 3, 4, 6, 7, 9, 12, 14, 17, 15, 22, 23, 24, 28, 29 janvier et 4 février 1958.)

Sont remis à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres du ministère de l'éducation nationale :

Du 1^{er} octobre 1957 :

M^{me} Bellon Fernandé, professeur agrégé, 8^e échelon (cadre unique) ;

MM. Couderc André, professeur licencié, 9^e échelon ;
 Counillon Pierre, professeur licencié, 8^e échelon ;

M. Taquet Lucien, M^{mes} Cervantès Madeleine et Monnet Françoise, professeurs licenciés, 3^e échelon ;

M^{lle} Delauney Yvonne, professeur licencié, 1^{er} échelon ;

Du 21 décembre 1957 : M. Le Guinio Joseph, chargé d'enseignement, 6^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1957 :

MM. Delaulie Georges, Thiébaud Antoine, Sabatier Célestin, Mailhe Pierre et Jacquemin Robert, instituteurs hors classe ;

MM. Sarrat Robert et Thealler Roger-Paul, instituteurs de 3^e classe ;
 Irphelin René, instituteur de 4^e classe ;
 Thieubaut André, instituteur de 5^e classe ;

M^{mes} Salerno Eugénie, Nicol Marie-Jeanne, Lucas Marguerite, Serra Paulette, Lequatre Germaine, Salesy Mathilde, Eskenazi Elise et Sempéré Rose, institutrices hors classe ;
 Nace Yvonne, Hurtre Noëlle, Nicolay Marie-Rose et Soler Jeanine, institutrices de 1^{re} classe ;
 Janin Christiane, Saldo Irène, Féraldi Charlotte, Squaclia Marie, Tassin Françoise et Mignot France, institutrices de 2^e classe ;
 Conzalès Elise et Bargain Yvette, institutrices de 3^e classe ;
 Dahan Germaine, Truffy Rolande, M^{lles} Lucio Josette, Jeanne Arlette et Guillemoteau Denise, institutrices de 4^e classe ;
 Dugler Lucie, Torre Martine, Tournier Colette-Raymonde et Labarthe Ginette, institutrices de 5^e classe.

(Arrêtés des 5, 10, 13, 14, 18, 24 septembre, 7, 8 octobre, 4, 19, 26 décembre 1957, 6, 24 et 29 janvier 1958.)

Admission à la retraite.

Sont admises à faire valoir leurs droits à la retraite et rayées des cadres du ministère de l'éducation nationale du 1^{er} octobre 1957 :

M^{me} Sardin, née Charles Jeanne, institutrice de 2^e classe ;
 M^{me} Jasoh, née Céleste Louise-Cécile, institutrice de 3^e classe.

(Arrêtés des 3 août et 10 novembre 1957.)

Élections.

Élections des représentants du personnel du ministère de l'agriculture aux commissions d'avancement et organismes disciplinaires.

Scrutin du 1^{er} avril 1958.

LISTE DE CANDIDATURES.

I. — Cadre des interprètes du service de la conservation foncière.

Liste unique.

a) Chefs de bureau :
 MM. Cherkaoui Ahmed et Bousselham Mohamed.

b) Interprètes principaux et interprètes :
 Liste unique.
 MM. Elkaïm Haïm et Zaoui Meyer.

II. — Cadre des secrétaires et des commis d'interprétariat.

Liste unique.

MM. Scally Abid, Benazzouz Mohamed, Seddik el Bacha et Abdeslam Tahiri.

III. — Cadre des dessinateurs-calculateurs.

Liste unique.

MM. El Oufir Mohamed et Coriat Armand.

IV. -- Cadre des adjoints du cadastre.

Liste unique.

MM. Delmar Charles et Sebbag Salomon.

V. — Cadre des agents publics.

Liste unique.

MM. Mahjoubi Abdellah, Benarafa Abdellah, Marcil Mohamed et Idrissi M'Hamed.

Résultats de concours et d'examens.*Examen probatoire de commis du ministère des travaux publics.*
(Application du dahir du 30 janvier 1954.)Candidate admise : M^{me} Benhaïm Georgette, agent temporaire.*Examen probatoire de commis du ministère des travaux publics.*
(Application du dahir du 5 avril 1945, session 1958.)

Candidat admis : M. Perrin Fernand, agent journalier.

*Concours du 2 octobre 1957 pour l'emploi de moniteur ou monitrice de la division de la jeunesse et des sports.*Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Kerbibi Ahmed, Skali Boubekèr, Ameur el Harrati, Alistiqsa Abdessamad, Jennane Abdelrhani, Lazraq Abdelmoumène, Ouedghiri-Hamdeï Mohamed, El Amrani Hamid, Belgnaoui Abdelhaq, Benberka Mokhtar, Mahfoud Mohammed, Ben Aziz Mekki, Jaa'dane Mohamed, Anis M'Hammed, Zuiten Ahmed, Sqalli-Houssaïni M'Hamed, M^{me} Hitmi Touria et M^{me} Amor Khaddouj.**AVIS ET COMMUNICATIONS**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Sous-secrétariat d'Etat aux finances

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 12 MARS 1958. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Agadir, rôle spécial 4 de 1958 ; Casablanca-Bourgogne, rôles spéciaux 1 et 2 de 1958 (25) ; Casablanca-Centre, rôles spéciaux 107 et 108 de 1958 (18 et 19) ; Casablanca-Maarif, rôles spéciaux 4 et 5 de 1958 (23 et 24) ; Casablanca-Ouest, rôles spéciaux 2 et 3 de 1958 (21) ; Casablanca-Roches-Noires, rôle spécial 3 de 1958 (6) ; Fedala, rôle spécial 1 de 1958 ; Marrakech-Médina, rôles spéciaux 5 et 6 de 1958 (2 et 1 bis) ; Meknès-Médina, rôle spécial 4 de 1958 (3) ; Ouezzane, rôle spécial 1 de 1958 ; Oujda-Nord, rôle spécial 2 de 1958 (1) ; Taza, rôle spécial 1 de 1958.LE 15 MARS 1958. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Casablanca-Centre, rôle 3 de 1957 (15).Patentes : Agadir, 8^e émission 1957 ; Casablanca-Bourgogne, 3^e émission 1957 (25) ; Casablanca-Centre, 3^e émission 1957 (19) ; Meknès-Ville nouvelle, 2^e émission 1957 (5) ; Essaouira, rôles 7 de 1956, 4 de 1957.Taxe de compensation familiale : centre de Berkane, 4^e émission 1957 ; Casablanca-Centre, 3^e émission 1957 (17) ; Casablanca-Nord, 4^e émission 1955 (1), 3^e émission 1957 (5) ; circonscription de Fès-Banlieue, 2^e émission 1957 ; Marrakech-Guéliz, 6^e émission 1957 (1) ; centre de Fkih-Bensalah, 4^e émission 1955 ; centre et cercle de Taroudannt, 1^{re} émission 1956.LE 15 MARS 1958. — *Tertib et prestations des Marocains (émissions supplémentaires de 1957)* : circonscription de Berkane, caïdat des Trifa ; circonscription d'El-Jadida, caïdat des Oulad Bouaziz-Sud ; circonscription de Zoumi, caïdat des Beni Mestara ; circonscription de Teroual, caïdat des Beni Mezguilda ; circonscription de Tiznit, caïdat des Ait Briim.*Tertib et prestations des Européens (émissions supplémentaires de 1957)* : province d'Agadir, circonscription d'Inezgane.Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,
PEY.**Accord commercial entre la Finlande et le Maroc.**

Un accord commercial entre la Finlande et le Maroc a été signé à Rabat, le 12 février 1958.

Cet accord est valable un an (période du 1^{er} octobre 1957 au 30 septembre 1958).

LISTE « A ».

Exportations marocaines.

(En millions de francs.)

PRODUITS	CONTINGENTS
Boyaux	40
Légumes secs	P.M.
Tomates et oignons	P.M.
Agrumes	3.000 T = (180)
Produits alimentaires divers, y compris conserves de sardines	80
Céréales secondaires	P.M.
Riz	P.M.
Graines de semence potagères et fourragères.	P.M.
Crin végétal	25
Huile d'olive	P.M.
Vins et spiritueux	20
Farine de viande et de poisson	P.M.
Phosphates	80.000 T = (376) + S.B.
Hyperphosphates	P.M.
Plomb	P.M.
Extraits tannants	P.M.
Huiles essentielles	10
Cuir et peaux tannés, articles industriels en cuir	20
Peaux de moutons chaulées	20
Articles artisanaux (maroquinerie)	5
Peaux brutes	20
Liège brut	P.M.
Liège ouvré et mi-ouvré	40
Laine	P.M.
Crins, poils, déchets de laine et de poils ..	10
Tapis, tissus ameublement, couvertures et tissus de laine	35
Ferrailles	P.M.
Divers	50
TOTAL	931

LISTE « B ».
Exportations finlandaises.
(En millions de francs.)

PRODUITS	CONTINGENTS	MINISTÈRES responsables
Fromage	500 T = (160)	Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie, Agriculture.
Poteaux de ligne	2.000 m ³ = (33)	
Bois sciés de conifères (sapin rouge)	2.000 St = (175)	id.
Panneaux isolants (walboard dans les qualités dures et extra-dures) ..	100 T = (6)	id.
Bois de mines	P.M.	id.
Pâtes à papier mécanique et chimique	6.000 T = (300)	Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie, id.
Papier journal	400 T = (20)	id.
Papier kraft et carton kraft.	1.400 T = (112)	id.
Autres papiers sauf papier journal	1.100 T = (108)	id.
Autres cartons (1)	1.200 T = (72)	id.
Porcelaine sanitaire	5	id.
Réchauds à gaz	2	id.
Machines et appareils mécaniques et électriques ..	4	id.
Armes de chasse et cartouches	10	id.
Divers	50	id.
TOTAL	1.057	

Nota. — Les valeurs entre parenthèses sont estimatives.

(1) Cartons non fabriqués localement et ne concurrençant pas la production nationale.

Arrangement commercial
avec la République démocratique allemande du 6 février 1958.

Dans le cadre de l'entente bancaire intervenue le 4 janvier 1952 entre la Banque de France à Paris, pour le compte de la zone franc, et la Deutsche Notenbank à Berlin, modifiée le 19 décembre 1953, les listes suivantes, d'un montant de 2.667.000 \$ U.S.A. de part et d'autre, fixent les marchandises marocaines et allemandes qui seront échangées pendant la période du 1^{er} janvier 1958 au 31 décembre 1958.

LISTE « A ».
Exportations marocaines.
(Valeur en 1.000 \$.)

PRODUITS	CONTINGENTS
Agrumes	1.280
Contre-plaqué et placages d'okoumé	20
Crin végétal	200
Conserves de sardines (46.500 caisses)	465
Farines de poissons	30
Articles artisanaux	30
Laines lavées en masse et effilochés de laine	P.M.
Poils de chèvres	10
Peaux de moutons laines	10
Trépointes	P.M.

PRODUITS	CONTINGENTS
Huiles essentielles	25
Vins et spiritueux	50
Phosphates (20.000 T)	300
Liège brut mâle	100
Panneaux, coquilles, plaques, ouvrages en liège (bouchons, granulés de liège, disques, etc.)	50
Conserves de légumes	P.M.
Graines de semences	P.M.
Légumes secs	P.M.
Foire	40
Divers	57
TOTAL	2.667

LISTE « B ».
Exportations allemandes.
(Valeur en 1.000 \$.)

PRODUITS	CONTINGENTS	MINISTÈRES responsables
Machines à écrire avec clavier spécial	40	Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie.
Machines à calculer et de bureau	50	id.
Appareils de photographie et de cinématographie et accessoires	30	id.
Appareils de radio et accessoires	30	id.
Instruments d'optique	20	id.
Véhicules industriels et pièces détachées	150	id.
Machines agricoles et tracteurs	100	Agriculture.
Matériel mécanique et électrique divers	500	Sous-secrétariat d'Etat au commerce et à l'industrie.
Produits chimiques	30	id.
Lampes-tempête et réchauds à pétrole	100	id.
Carreaux de revêtement	27	id.
Foires	40	id.
Divers	1.550	id.
TOTAL	2.667	

Avis de concours
pour l'emploi d'officier des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc.

Un concours pour cinq emplois d'officier des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc au minimum sera organisé le 14 mai 1958. Les épreuves se dérouleront exclusivement à Rabat. Ce concours est ouvert aux candidats marocains âgés de vingt et un ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du concours.

Cette limite d'âge peut être reculée :

a) d'une durée égale au temps passé sous les drapeaux au titre du service militaire légal et de guerre ;

b) d'une durée égale à celle des services antérieurs accomplis dans une administration chérifienne permettant d'obtenir une pension de retraite, sans pouvoir dépasser l'âge de quarante-deux ans

Cette limite d'âge extrême est reportée à quarante-cinq ans pour les candidats provenant des sous-officiers du corps ou des agents servant à contrat en qualité d'officiers dans le corps des sapeurs-pompiers du Maroc.

Les conditions et le programme du concours ont été fixés par l'arrêté du 21 juillet 1950 (B.O. n° 1971, du 4 août 1950), modifié par l'arrêté du 3 juillet 1953 (B.O. n° 2126, du 24 juillet 1953, p. 1031).

Les candidats devront adresser une demande d'autorisation de participer au concours accompagnée des pièces ci-après :

Un extrait d'acte de naissance (sur papier timbré et délivré par le bureau d'état civil) ;

Un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date (ou un extrait de fiche anthropométrique) ;

Un état signalétique et des services militaires (le cas échéant) ;

Un certificat médical ;

Une copie certifiée conforme des diplômes scolaires ou universitaires (le cas échéant).

Les demandes des candidats, accompagnées de toutes les pièces exigées, devront parvenir au ministère de l'intérieur (direction des affaires administratives, 1^{re} division), à Rabat, avant le 14 avril 1958, terme de rigueur.

Il ne sera pas tenu compte des demandes parvenues après cette date, ou qui ne seraient pas assorties d'un dossier complet.

Avis aux intermédiaires agréés relatif aux relations financières entre le Maroc et la zone monétaire espagnole.

L'accord de paiement hispano-marocain du 7 juillet 1957 entrera en vigueur le 17 février 1958.

Le présent avis a pour objet de définir les modalités pratiques d'application dudit accord.

Dans le texte de cet avis, il faut entendre :

Par « Maroc » : l'intégralité du Royaume du Maroc à l'exception de Tanger ;

Par « Espagne » : la zone monétaire espagnole ;

Par « résidents marocains » : les personnes physiques ayant la qualité de résidents au Maroc au sens de la réglementation des changes et les personnes morales pour leurs établissements au Maroc ;

Par « résidents espagnols » : les personnes physiques résidant en zone monétaire espagnole et les personnes morales pour leurs établissements dans cette zone.

TITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS.

Les règlements entre « résidents marocains » et « résidents espagnols » seront, à compter du 17 février 1958, réalisés sur la base du dollar des États-Unis d'Amérique.

Toutefois, les opérations engagées antérieurement au 17 février 1958 entre l'ex-zone sud du Maroc et l'Espagne continueront à être réglées dans le cadre des dispositions antérieures.

Tous les contrats commerciaux conclus à partir du 17 février 1958 entre « résidents marocains » et « résidents espagnols » devront obligatoirement être libellés en dollars monnaie de compte.

TITRE II.

AUTORISATION DE TRANSFERT

A DESTINATION DE LA ZONE MONÉTAIRE ESPAGNOLE.

Les banques intermédiaires agréées pourront présenter à l'Office des changes des demandes d'autorisation de transfert à destination de la zone monétaire espagnole pour des paiements à faire par des « résidents marocains » au profit de « résidents espagnols », à la condition que ces paiements aient le caractère de règlements courants.

Les règlements considérés comme courants pour l'application du présent avis comprennent :

1° les règlements commerciaux et frais accessoires du trafic marchandises (frais d'entrepôt, dédouanement, frais portuaires, etc.) ;

2° frais de transports relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien, location de wagons ;

3° commissions, courtages, frais de publicité, etc. ;

4° frais de transformation, d'usinage, de montage, de réparation, de travail à façon ;

5° frais et bénéfices résultant du commerce de transit ;

6° assurances et réassurances, primes, pensions, rentes, indemnités ;

7° prestations de service (honoraires, traitements, salaires) ;

8° frais de voyages, d'étude, d'hospitalisation, d'entretien et de pensions alimentaires ;

9° revenus, intérêts, bénéfices d'exploitation, amortissement contractuel ;

10° droits et redevances de brevets ; licences et marques de fabrication, droits d'auteurs ;

11° impôts, amendes et frais judiciaires ;

12° règlements périodiques des administrations des P.T.T. ainsi que des entreprises de transports publics ;

13° frais de représentations diplomatique, consulaire et commerciale ;

14° tous les autres paiements qui seront convenus entre les autorités marocaines et les autorités espagnoles.

TITRE III.

EXÉCUTION DES TRANSFERTS.

I. — Les transferts entre le Maroc et l'Espagne s'effectueront matériellement par débit ou crédit d'un compte dénommé « Compte dollars, accord hispano-marocain » ouvert au nom de l'Institut espagnol de la monnaie étrangère sur les livres de la Banque d'État du Maroc (administration centrale à Rabat).

Ce compte sera tenu pour ordre en dollars des États-Unis d'Amérique.

Les parités dollars-monnaies nationales appliquées par l'Institut espagnol de la monnaie étrangère et par la Banque d'État du Maroc aux opérations financières et commerciales entre le Maroc et l'Espagne seront celles du marché libre de Madrid et du marché officiel au Maroc.

II. — Un « résident marocain » débiteur à l'égard d'un « résident espagnol » se libérera par versement en francs marocains à la Banque d'État du Maroc.

Si la dette est libellée en francs, aucun problème de conversion ne se pose.

Si elle est libellée en dollars des États-Unis d'Amérique, la conversion s'opère sur la base du taux officiel du dollar au Maroc, le jour du versement.

Si elle est libellée en pesetas, il convient d'opérer une première conversion en dollars sur la base du taux du dollar sur le marché libre de Madrid et de convertir en francs marocains la somme ainsi obtenue, en appliquant le taux officiel du dollar au Maroc le jour du versement.

Aucun versement ne peut être effectué avant que le paiement soit exigible.

III. — Les transferts effectués d'Espagne sur le Maroc d'ordre de « résidents espagnols » se traduiront pour les bénéficiaires « résidents marocains », par le versement en leur faveur d'un montant en francs marocains égal à la contre-valeur, au taux officiel du dollar au Maroc le jour de la réalisation de l'opération, du montant de l'avis de crédit en dollars des États-Unis d'Amérique adressé à la Banque d'État du Maroc par l'Institut espagnol de la monnaie étrangère.

TITRE IV.

RÉGIME DES COMPTES OUVERTS AU MAROC AU NOM DE RÉSIDANTS ESPAGNOLS.

A compter du 17 février 1958, l'enregistrement de toute opération au débit ou au crédit des comptes étrangers espagnols en francs actuellement ouverts sur les livres des établissements bancaires

agréés auprès de l'Office des changes, sera subordonné à l'accord préalable de l'Office des changes.

Par exception à cette règle, les intermédiaires agréés domiciliaires d'une licence d'importation ou d'un engagement de change demeurent habilités :

1° à régler par crédit d'un compte étranger espagnol en francs les marchandises originaires et en provenance d'Espagne importées en zone sud du Maroc antérieurement au 17 février 1958 ;

2° à débiter un compte étranger espagnol en francs pour régler les exportateurs de la zone sud du Maroc qui auraient expédié avant le 17 février 1958 des marchandises à destination de l'Espagne.

Les intermédiaires agréés demeurent également habilités à virer par le débit d'un compte étranger espagnol en francs ouvert dans leurs écritures tout ou partie des disponibilités de ce compte au crédit d'un compte étranger espagnol en francs ouvert chez une autre banque intermédiaire agréé de la zone franc.

L'ouverture de tout nouveau compte au nom d'une personne physique ou morale résidant en zone monétaire espagnole est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Office des changes.

Les dispositions des avis antérieurs de l'Office des changes contraires aux dispositions du présent texte sont abrogées.

Le directeur de l'Office des changes,
BROSSARD.

Avis aux importateurs et aux exportateurs de l'ancienne zone de protectorat espagnol.

Par dahir n° 1-58-026 du 27 janvier 1958, la réglementation des changes et celle du commerce extérieur en vigueur dans l'ex-zone sud, ont été étendues à l'ancienne zone de protectorat espagnol à partir de la date à laquelle se sont terminées les opérations d'échanges monétaires. En conséquence lesdites réglementations sont applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol, à compter du 17 février 1958.

Le présent avis a pour objet d'indiquer aux importateurs et exportateurs de l'ancienne zone de protectorat espagnol les règles générales à observer et les procédures à suivre pour la réalisation de leurs opérations commerciales avec les pays étrangers à la zone francs, y compris l'Espagne et sa zone monétaire.

Il est porté à la connaissance des intéressés que les nouvelles formules et imprimés pour les importateurs et exportateurs (demandes d'autorisation d'importation et certificats de change annexes, demandes d'autorisation d'exportation et engagement de change) sont en vente dans les papeteries.

Avant toutes autres démarches, les intéressés devront présenter à la banque de leur choix leurs dossiers d'importation ou d'exportation.

Ladite banque devra apposer son cachet à date à la partie inférieure gauche du verso de tous les imprimés compris dans les dossiers ci-dessus.

Dispositions particulières pour les importations.

Les dossiers d'importation se composent des pièces suivantes :

- 6 imprimés blancs de demande d'autorisation d'importation ;
- 3 imprimés (1 bleu, 1 vert, 1 rouge) de certificat de change ;
- 2 factures *pro forma* signées et timbrées par le fournisseur étranger.

Les neuf imprimés remplis correctement, signés par l'importateur et accompagnés de deux factures *pro forma*, devront être présentés à la banque du choix de l'importateur qui les revêtira de son cachet à date comme il est indiqué ci-dessus.

La banque de l'importateur fera domicilier le dossier d'importation chez la Banque d'État du Maroc qui conservera un exemplaire blanc de la demande d'autorisation d'importation.

Ces formalités remplies, l'importateur présentera son dossier au service du commerce, à Tétouan.

Dans le cas où l'autorisation d'importation sera délivrée, l'importateur recevra, signé par les services du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie et visé par l'Office des changes, un exemplaire blanc de la demande d'autorisation d'importation et un exemplaire bleu du certificat de change.

Le visa de l'Office des changes indique la date limite de validité de l'autorisation d'importation (en général six mois) ; c'est à cette date au plus tard que la marchandise doit être expédiée par le fournisseur étranger à destination directe du Maroc.

Les importateurs ne doivent utiliser les devises qui leur sont cédées que pour le règlement des marchandises précisées sur l'autorisation d'importation, en valeur, poids ou quantité.

Les devises allouées et non utilisées pour l'achat desdites marchandises doivent être retrocédées dans les délais et les conditions prévues par la réglementation des changes.

Par utilisation, on entend le règlement effectif en faveur du fournisseur et le dédouanement au Maroc de la marchandise réglée.

L'attention des importateurs est d'autre part appelée sur le fait qu'une ristourne de 10 % de la valeur imposée en douane, peut être accordée à l'importation de marchandises dont la liste a été donnée par arrêtés du ministre de l'économie nationale des 31 janvier et 6 février 1958 et qu'une ristourne dont le taux et les conditions d'attribution sont à déterminer, peut être attribuée à l'importation de marchandises dont la liste figure dans un deuxième arrêté du ministre de l'économie nationale du 31 janvier 1958 (voir les B.O. n° 2361 bis, du 31 janvier 1958, et n° 2364, du 14 février 1958).

Dispositions particulières aux exportateurs.

Les exportations à destination de pays étrangers à la zone franc doivent être réalisées soit sous couvert d'une autorisation d'exportation accompagnée d'un engagement de change, pour les produits spécifiés dans une liste établie par arrêté du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie, soit sous couvert d'un engagement de change, seulement pour les marchandises marocaines dont l'exportation est dite libre ; dans ce dernier cas, le visa de l'engagement de change vaut autorisation d'exportation.

La demande d'autorisation d'exportation doit être souscrite en cinq exemplaires accompagnés de deux factures *pro forma*. L'engagement de change qui doit être joint à cette demande doit être établi en six exemplaires.

Les dossiers de demandes d'autorisation d'exportation sont présentés à la banque de l'exportateur qui revêt les 11 imprimés de son cachet à date comme indiqué plus haut et qui les fait domicilier chez la Banque d'État du Maroc.

La Banque d'État du Maroc conserve un exemplaire de l'engagement de change.

Ces formalités remplies, l'exportateur présentera son dossier d'exportation au service du commerce à Tétouan, ou s'il s'agit de produits miniers, à la direction des mines à Rabat.

Dans le cas où l'autorisation d'exportation sera délivrée, l'exportateur en recevra un exemplaire signé par le service du commerce de Casablanca, ou par les services techniques compétents (direction des mines ou Office chérifien interprofessionnel des céréales), accompagné d'un exemplaire de l'engagement de change correspondant, visé par l'Office des changes.

En ce qui concerne les produits marocains libres à l'exportation seul un engagement de change doit être établi en six exemplaires ; le dernier doit être déposé à la banque de l'exportateur qui appose son cachet à date comme il est dit plus haut et qui le fait domicilier chez la Banque d'État du Maroc à Tétouan.

La Banque d'État du Maroc à Tétouan, dans ce cas, vise en outre l'engagement de change, ès qualités du délégataire de l'Office des changes et adresse l'un des exemplaires à l'exportateur.

La validité des autorisations d'exportation et des engagements de change est de six mois, sauf mention contraire.

Par la souscription d'un engagement de change, l'exportateur s'engage à rapatrier la totalité du produit de la vente, dans la zone franc, dans le délai prescrit par la réglementation et conformément aux conditions indiquées dans le visa de l'Office des changes.

Il est précisé à cet égard aux exportateurs que la réglementation des changes leur fait obligation d'encaisser l'intégralité de leurs créances, dans le délai d'un mois qui suit leur exigibilité.

Par encaissement, il faut entendre le fait de faire porter le produit de l'exportation au crédit du compte d'une banque de la zone franc dans les livres de son correspondant à l'étranger.

Toutes les informations supplémentaires concernant les procédures ci-dessus ou les autres procédures particulières d'importation ou d'exportation pourront être données par le service du commerce à Tétouan.